Numérisation CERMTRI

N° 472 - 10 octobre 1957. « PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » HEBDOMADAIRE : 30 francs.

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XIe). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 F ; 6 mois : 600 F ; 3 mois : 350 F
Etranger : 1 an : 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

Le procès des tortures sera jugé le 12 octobre

Vendredi 12 octobre, sera jugé, devant la 17e Chambre correctionnelle, à 13 heures, le procès en diffamation intenté contre Daniel Renard en tant que directeur de " La Vérité ", pour la campagne menée par nous contre les tortures en Algérie.

Outre de nombreux documents, " La Vérité " a cité, pour sa défense, les témoins suivants :

Claude Bourdet, directeur de " France-Observation ".

J.-J. Servan-Schreiber, directeur de " l'Express ".

Mustafa ben Mohamed, conseiller municipal M.T.L.D. d'Alger, détenu à la prison d'Alger.

Mamchaoui Mohamed, détenu au camp de concentration de Lodi (département d'Oran).

Mohamed Maroc, dirigeant du M.N.A., détenu à la Santé.

Un gouvernement au service du peuple !

CE ne peut être qu'un gouvernement sans ministres bourgeois; qu'un gouvernement émanant des masses populaires en lutte, et fonctionnant sous leur contrôle.

Un tel gouvernement ne peut sortir d'aucune combine parlementaire. Seuls les travailleurs peuvent l'imposer par les manifestations de masse, par la grève générale;

Comme ils imposeront au patronat les 10.000 fr. d'augmentation mensuelle égale pour tous, premier acompte sur une véritable revalorisation de leur niveau de vie;

Comme ils imposeront l'ouverture des livres de comptes patronaux, le contrôle ouvrier sur les prix, le contrôle populaire du ravitaillement.

Un tel gouvernement,

Convoquerait sans délai une véritable conférence de la table ronde sans exclusive ni préalable, avec toutes les organisations algériennes, pour préparer le cessez-le-feu et le règlement pacifique du problème algérien;

Il reconnaîtrait le droit de tous les peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes;

Il retirerait immédiatement les troupes françaises d'Afrique du Nord.

POUR LE PAIN, POUR LA PAIX pas de Solution Parlementaire

LA crise ministérielle suit son cours. Les multiples déclarations des leaders politiques, les difficultés des « pressentis » ne passionnent plus personne. Plus que jamais, on se rend compte que ce n'est pas au Parlement que se jouent les véritables problèmes, et que, finalement, on parviendra bien à investir un gouvernement quelconque sans que rien soit changé...

Pourtant, la monotone répétition des rites d'usage, n'est pas cette fois absolument dénuée d'intérêt. Non que le jeu ne soit pas truqué et que l'issue n'en soit pas déterminée par des forces bien plus décisives que les qualités de persuasion du candidat premier ministre, mais tout simplement parce qu'à travers ces échanges de vues, ces déclarations, les contradictions dans lesquelles se débattent les différents courants politiques bourgeois, apparaissent clairement.

Cette crise ministérielle n'est pas qu'une crise comme les autres, même si on feint de la traiter comme telle. Ce qui s'est passé au Parlement a reflété avec netteté le déchirement de la bourgeoisie face à ce problème crucial pour elle : la guerre d'Algérie. Le vote qui fit tomber Bourgès n'a été que la manifestation d'un état de fait : cet état subsiste et subsistera même si les députés revisent sur leur vote et considèrent admissibles ce dont ils ne voulaient pas, même s'ils votent une nouvelle loi-cadre.

D'autre part, la situation sociale, la situation financière atteignent un point de détérioration tel que tous les échafaudages politiques ne peuvent être construits que sur du sable et sont, à chaque instant, menacés d'être ensevelis par une crise sociale dont personne ne peut dire, si elle se déclenchait, où elle s'arrêterait.

Dans une pareille situation, il n'est pas aisé de former, dans le cadre de plus en plus inadéquat de la démocratie parlementaire, un gouvernement stable. Guy Mollet, lui-même, n'a pu s'engager d'emblée à jouer le rôle de « Thorez providentiel » qu'il avait auparavant si bien tenu. Il est clair, pourtant, que les encouragements ne lui ont pas manqué et qu'il eut pu aisément, forcer l'investiture.

S'il a préféré se retirer (pas bien loin, d'ailleurs), et attendre qu'on le rappelle, ce n'est pas surtout à cause du refus des indépendants paysans de le soutenir, mais parce que, depuis les beaux jours, où il mettait tout le monde d'accord, bien des choses ont changé. Les divergences se sont affirmées entre ceux qui, persuadés que la force des armes ne peut avoir raison de la lutte du peuple algérien, cherchent la négociation, et ceux qui, persuadés que, les négociations commencées, rien ne les empêchera d'aboutir à l'indépendance préfèrent continuer la guerre quel qu'en soit le prix. Ceux dont tout le secret était de jouer sur les deux tableaux à la fois, pour ne finalement rien résoudre, ont beaucoup perdu de leur importance. Le gouvernement Bourgès représentait presque caricaturalement cette politique : sa chute, sur la question de la loi-cadre, en a été la première condamnation publique par une importante fraction de la bourgeoisie.

D'autre part, il faut faire face à la montée des revendications ouvrières, à la crise financière. Guy Mollet, sur ce terrain, ne pouvait aller plus loin qu'il ne l'a fait : nouveaux impôts, blocage des salaires. Il ne pouvait quand même pas assurer que les prix monteraient ! Il lui faut, ou alors il perd toute signification, conserver une certaine base sociale, car ce n'est qu'à cause de cela que le Parti socialiste demeure indispensable.

Enfin, on comprend que, comme homme d'Etat, Guy Mollet n'ait pas voulu accepter le pouvoir sans de solides garanties quant à ses partenaires. Devant la gravité de la crise, un gouvernement d'Union nationale (qui n'exclurait que les communistes et les poujadistes) devient le rêve de certains dirigeants de la bourgeoisie. Mais, la gravité même de cette crise écarte au contraire les divergences qui séparent les unes des autres les différentes fractions de cette bourgeoisie. On rêve d'Union nationale, au moment où une partie de la droite, refoulée sous la bannière des colons d'Algérie, réclame, sinon le pouvoir au moins l'application de sa politique. On parle d'Union nationale, à un moment où certains de ceux qui se sont réalisés aux négociations ont condamné les équivoques de la loi-cadre et ne doivent plus exclure, comme ultime solution, le Front Populaire.

A l'étape actuelle, la crise n'est pas encore tout à fait mûre, et il n'est pas complètement exclu que l'on parvienne à mettre sur pied un semblant de gouvernement d'Union nationale, mais ce serait alors à l'intérieur de ce gouvernement que se poursuivrait la lutte et il s'agirait là d'une entreprise qui ne tarderait pas à nécessiter sous les coups de boutoire de la situation.

(Suite p. 2)

NOUS avions déjà posé avec insistance des questions relatives à cette « commission de sauvegarde des droits et des libertés individuels. »

Nous n'étions pas les premiers ni les seuls.

Ces questions sont restées sans réponse.

La promesse des Pouvoirs publics de publier les conclusions de cette commission, à la suite des enquêtes effectuées par elle sur les cas qui lui avaient été soumis, est restée lettre morte. Cela va de soi, c'est une tradition solidement établie dans ce régime corrompu de la IVe République.

Quant aux déclarations de M. Lacoste, assurant à son tour, l'Assemblée nationale de la publication « prochaine » du rapport de la « commission de sauvegarde des droits et des libertés individuels », elles rappellent les affirmations au sujet d'un certain « dernier quart d'heure » du même Lacoste.

Mais un événement nouveau vient de se produire, concernant cette « commission de sauvegarde ».

M. Delavignette — ancien gouverneur de l'Algérie — et Me Garçon — avocat et membre de l'Académie française — ont rendu publique, dans le courant de la semaine dernière, leur démission de cette commission.

Est-ce en réponse à la question que posait le Bâtonnier Thorp, reproduite dans La Vérité, n° 470 : **« Irez-vous (vous les membres de la commission, N.D.L.R.) jusqu'à démissionner pour protester contre cette non-publication ? » (du rapport de la commission, N.D.L.R.).**

A l'inverse de Me Garçon, qui a préféré se taire sur les raisons de sa démission, M. Delavignette motive ainsi sa décision :

« Devrais-je, dans ces « conditions, continuer « mon concours à un orga- « nisme qui ne possède pas « les pouvoirs, ni même les « moyens dont l'opinion le « croit muni ? Cela a posé « un cas de conscience pour « moi...

« Mais j'ai estimé qu'en « me résignant au rôle de « commissaire dans une « commission de sauve- « garde qui ne pouvait plus « sauvegarder les droits et « libertés individuels, j'en- « tretiendrais une équivo- « que nuisible à la justice « et de nature à affaiblir « la France, qui veut met- « tre ensemble la justice et « la force. »

Nous ne nous arrêterons pas sur le caractère tardif

(Suite p. 2)

Loire-Atlantique : Les Ouvriers et leur Direction

LA presse de toute tendance, qui dépêche collaborateurs et envoyés spéciaux dans le département de la Loire-Atlantique, traduit à sa manière quelque chose d'infiniment plus important que ce qu'elle croit dire dans ses articles. Le reportage style bonbon sucré de « l'Express » en est un exemple.

En Loire-Atlantique, depuis août 1953 et au travers des luttes d'août-septembre 1955, une expérience inégalée ailleurs a été vécue et concentrée par le prolétariat de cette région. Dans la région parisienne, il est aisé de constater que les « appareils » ont, jusqu'à présent, réussi à canaliser dans des voies acceptables pour le régime capitaliste les luttes ouvrières. Le poids plus grand des « appareils » dans cette région qu'à Nantes ou Saint-Nazaire ne règle pas tout. Si le prolétariat nantais n'a pas le privilège de supporter sur son dos directement le poids du Comité Central du P.C.F., du Comité Directeur du P.S., des Bureaux confédéraux, etc..., cela est toutefois également le cas pour d'autres régions de province.

Et pourtant l'expérience des luttes n'a pu se hisser ailleurs au même niveau qu'en Loire-Atlantique ; un récent séjour à Nantes nous a permis d'accumuler bon nombre d'éléments qui peuvent contribuer à expliquer pourquoi.

Croire que les « appareils » dans le département ne jouent pas leur jeu serait profondément erroné. Ainsi, à l'heure actuelle, ils poussent à fond aux grèves tournantes qui, la comme partout, représentent la forme la plus savante trouvée par les bonzes staliniens et réformistes pour désarmer la combativité des masses. Mais, en Loire-Atlantique, la résistance ouvrière prend un aspect conscient dont l'exemple suivant indiquera la profondeur.

Aux « Chantiers de la Loire », Délégués et Directeurs pratiquent cette « curieuse » politique de collaboration qui va jusqu'à établir en commun l'horaire des grèves tournantes. Tel atelier débraye à telle heure. Tel autre ensuite, etc..., etc... La maîtrise organise en conséquence son calendrier en vue de limiter au maximum les arrêts dans la production continue, par une distribution rationalisée du travail en rapport avec les arrêts. Mais les ouvriers, particulièrement les charpentiers en fer, n'ont pas goûté cette nouvelle méthode de rationalisation Syndicats-Patronat. Ils y ont riposté très simplement.

Les charpentiers ont comme tâche de monter les « panneaux » (blocs de 20 tonnes, représentant un élément de la coque). Soudeurs, cloqueurs, charpentiers, etc., ont donc décidé leur propre tactique de grèves tournantes, au grand désespoir des bonzes locaux. Ils amènent le panneau presque jusqu'à finition des travaux; à ce moment précis, l'ordre de débrayage est donné. La sécurité primant tout, le panneau, qui est presque monté, est redescendu à son point de départ. Et ainsi de suite. Les délégués ont alors estimé que cette méthode de grèves tournantes ira à l'encontre des buts poursuivis par leurs centrales :

Le délégué C.F.T.C., Avril : « SI ON REFUSE DE MONTER UN PANNEAU, ON REFUSE DE TRAVAILLER ».

Le délégué Prempart, de la C.G.T. : « VOUS ETES PARTIS EN FLECHE, TROP VITE, ÇA VA NOUS COUPER D'AUTRES BOITES. REPRENEZ LE BOULOT. REPRENEZ LE BOULOT. »

Avril ou Prempart ne sont que des rouages d'exécution d'une orientation qui les dépasse :

Celle des Bureaux confédéraux, s'efforçant de canaliser les travailleurs dans les voies d'une action qui ne remette pas en question le système de l'exploitation capitaliste. Pour les bureaucrates, ce n'est jamais le moment : les Toilet ont toujours sur les lèvres l'injonction adressée aux ouvriers du P.C.F. de chez Renault en août 1953 :

« Il y en a qui croient que l'heure de la Révolution a sonné. Ce n'est pas le moment. Donc, on débraye dans un coin, on rembraye, puis un débrayage dans un autre, à aucun prix Renault ne doit entrer dans la grève générale ».

Toute la stratégie de luttes fractionnées, tous les mots d'ordre limités et hiérarchisés participent de cette volonté de ne pas engager un mouvement d'ensemble contre le patronat. Mais les charpentiers en fer des Chantiers de la Loire ont appris bien des choses : ils ont appris que les « responsables » n'avaient pas à donner des ordres.

« NOUS SOMMES MONTES VOIR », déclarent-ils, « LES RESPONSABLES DANS LES GRANDS BUREAUX, A LA CONFERENCE DES DELEGUES, POUR QU'ILS SE METTENT A NOTRE DISPOSITION. Et on leur a dit : NOUS VOULONS FAIRE ÇA A NOTRE IDEE »

Et les responsables ont été obligés de se plier à leur volonté : « Fixez vous-mêmes vos heures de débrayage, faites-en ce que vous voulez »

DECLERQ, LE BAVARD « GAUCHISTE » DE LA C.F.T.C.

L'U.D.-C.F.T.C. de la Loire-Atlantique a une réputation de gauchisme. Declerq, son secrétaire, est l'un des piliers de la tendance « Reconstruction ».

« L'Express », « Témoignage chrétien », « France-Observateur » chantent à longueur de colonnes, les louanges de ce bavard, qui, au cours d'une récente manifestation, a eu maillé à partir avec les ouvriers.

Le 3 octobre, les Fédérations de la Métallurgie appelaient à une « journée de lutte ». A Nantes, un meeting des ouvriers du bâtiment était prévu pour 15 heures. Le dur de dur Declerq propose une grève de 24 heures des métallos, et un meeting des métallos à 10 h. 30, en vue :

1° D'empêcher la jonction des métallos avec le bâtiment.

2° D'appeler les métallos à aller ensuite cultiver le jardin.

Une autre proposition est faite : « Débrayage à l'embauche, occupation des entreprises et meeting des métallos à 16 heures ».

Declerq bondit : « VOUS VOULEZ LE BORDEL EN VILLE ».

Toute la politique de Declerq est résumée ici : tout faire pour entraver la généralisation et la coordination des mouvements. Pas de « bordel » qui gênerait le patronat et le Préfet. Un « gauchisme » démagogique, strictement adapté à la défense du taux de profit capitaliste.

OUI OU NON, FAITES-VOUS CONFIANCE A CES RESPONSABLES ?

C'est en ces termes que Bargain, militant du P.C.F., délégué C.G.T., s'adresse aux métallos des Chantiers de la Bretagne (construction navale) :

« Une grève, cela se prépare, nos responsables sont toujours sur la brèche, leur femme ne les voit pas souvent, etc., etc. ».

Extrêmement symptomatique des rapports entre travailleurs et appareils, ce discours de Bargain qui arrache la « confiance », en engueulant les gars, pour aboutir à leur enjoindre de continuer les grèves tournantes : tel atelier,

P. LAMBERT.

(Suite p. 2)

CHAQUE JEUDI ACHETEZ " LA VERITE " TOUJOURS DANS LE MEME KIOSQUE; OU MIEUX : ABONNEZ-VOUS

APRES LE CONGRES DU LABOUR

(Notre correspondant nous annonce son intention de consacrer deux articles au Congrès de Brighton. Le second paraîtra la semaine prochaine.)

Le 56e Congrès annuel du Labour Party analais a été riche en expériences, en enseignements pour l'aile gauche, et en paradoxes.

Le Congrès s'est tenu au moment même où l'offensive des conservateurs s'accélère, et où une épreuve de forces entre ouvriers et patrons paraît proche. Pourtant cette offensive n'a pas fait l'objet d'une discussion spécifique.... et le Congrès a failli à sa tâche d'armer le mouvement en vue des prochaines batailles dans l'industrie.

L'opinion répandue parmi les délégués, sur la question des loyers, était que le prochain gouvernement travailliste devrait abolir les augmentations imposées par la loi votée par les conservateurs. Pourtant, la résolution adoptée sur cette question se bornera à l'engagement d'abolir la loi, les augmentations resteront.

La plupart des délégués des sections locales s'opposaient à la proposition du Comité Exécutif National de racheter les actions dans les sociétés nationalisées. Pourtant, cette politique, affirmée dans le manifeste « L'industrie et la société » fut approuvée par 5 millions 309.000 voix contre 1 million 276.000.

La plupart des délégués des sections locales étaient partisans de déclarer catégoriquement que le prochain gouvernement travailliste renoncerait à la fabrication et à l'emploi des bombes H par l'Angleterre, et détruirait les stocks existants. Pourtant, au cours de ce que le « Daily Telegraph » appelle « l'un des votes les plus surprenants qui soient jamais intervenus au cours d'un congrès », la résolution de Norwood qui défendait cette position, fut battue par 5.836.000 votes contre 781.000.

Les délégués souhaitaient en finir le plus vite possible avec le gouvernement des conservateurs, dont ils constataient chaque jour les implications néfastes dans leur circonscription. Pourtant, aucune décision ne fut prise de nature à raccourcir l'existence de ce gouvernement d'un seul jour, et il n'y eut aucune réfutation des paroles complaisantes de Frank Cousins, secrétaire général de la Transport and General Workers Union (le plus grand syndicat anglais). « Le gouvernement n'ira pas devant les électeurs simplement parce que nous le désirons », et « Les élections générales pourraient bien n'avoir pas lieu de suite, ne nous faisons pas d'illusions ».

Mais le plus grand paradoxe apparaît, ce fut de voir les « bevanites » huer et dénoncer leur leader supposé, pour accéder à un poste élevé, ce sa-

Ramsay MacDonald était au pouvoir, lorsqu'il trahit les espoirs de ceux qui en avaient fait une idole. L'apostasie de Bevan se produit deux ans avant qu'il y retourne. C'est un bien. Nous savons à quoi nous en tenir. L'idole a révélé ses pieds d'argile; et ce, à propos de deux questions qui sont chères au cœur du militant de base du parti ; les nationalisations, et la bombe à hydrogène. Ces questions sont intimement rattachées aux principes socialistes fondamentaux ; elles constituent des pierres de touche pour l'attitude d'un homme à l'égard des traditions anti-capitalistes et d'opposition à la guerre du Labour Party. C'est une bonne chose que la ligne de démarcation ait été tracée si clairement, dès maintenant ; que, après le premier choc, et le désarroi consécutif, les délégués aient pu tirer les conclusions de cette leçon politique enseignée à la tribune par les périodes calloises de l'orateur, à la sonorité caractérisée, mais dépourvues désormais de pouvoir de conviction.

Bevan se vantait d'entraîner avec lui la masse de ses supporters. Mais il n'en fut rien. Si le mouvement travailliste a appris quelque chose, au cours de la dernière génération, c'est bien que ces paroles de A.J. Cook sont vraies : « Nous avons été fidèles à des leaders, quand nous aurions dû être fidèles à des principes. » Seule, une poignée de « bevanites » était disposée à suivre « Nye » dans ses yeux larmés, et Bevan lui-même fut déconcerté par le premier échec qu'allait subir ses artifices oratoires, par l'absence d'applaudissements lors des pauses soigneusement calculées.

Voilà donc un leader de « gauche » révélant que, comme ministre des Affaires étrangères, il défendrait avec un soin jaloux les intérêts de l'impérialisme anglais, reniant publiquement son passé, se livrant lui-même en claque à l'aile droite. Bevan avait le pouvoir de contraindre la droite à des concessions majeures, particulièrement sur la question des nationalisations. Maintenant, le voilà destiné pour longtemps à jouer les seconds violons — et sans grande efficacité — sous la direction de Gaitskell. Le « Manchester Guardian » rapporte comment les deux hommes, « souriant, étaient assis, en conversation amicale, juste derrière le président » pendant la séance finale du Congrès. L'ultra-conservateur « Daily Mail » ne ménage pas son approbation à sa bête noire d'hier : « Bevan parle au monde... un discours qui a exigé beaucoup de courage. » Le discours, dit le « Daily Telegraph », « était d'un homme d'Etat ».

Prétendre que Bevan s'est vendu

(Suite p. 3)

Peter FRYER

Numérisation CERMTRI

DEUX CAS DE CONSCIENCE UN PROCÈS

(Suite de la p. 1)

de la décision de M. Delavignette. Mieux vaut tard que jamais. Mais l'équivoque de la « commission de sauvegarde » est ailleurs. Il présidait à sa création même. Un certain nombre de juristes, d'hommes de loi ou de personnalités l'ont senti, qui ont refusé de voguer sur cette galère.

Quant à la démission des deux commissaires, si elle peut gêner leurs collègues elle ne dissipe pas pour autant l'équivoque.

M. Delavignette parle de cas de conscience. Mais le cas de conscience n'est pas dans le respect ou la violation des droits et des pouvoirs de la commission. Il est dans les cas qui lui ont été soumis et dans les conclusions que ses membres ont tirées des enquêtes qu'ils ont faites.

En l'occurrence, la vérité n'est pas un bien privé. Elle est publique... ou elle devrait l'être.

L'équivoque subsiste pour l'opinion, dans la même mesure où M. Delavignette continue à taire les vérités qu'il détient.

Des tortures sont-elles ou ont-elles été, OUI ou NON, pratiquées en Algérie ?

Qui en sont les auteurs ?

Quelles sont les victimes?

Le cas de conscience commence, à notre avis, dès l'instant où, en possession de preuves matérielles et de faits établis, on continue à les dissimuler.

Cette question est d'autant plus importante que, dans le même temps, les tribunaux français jugent et condamnent des femmes et des hommes qui, en dehors de toute commission, ont publié, proclamé, condamné des faits de tortures et de répression portés à leur connaissance.

Des journaux ont été saisis, et continuent de l'être.

Des militants ont été poursuivis, et continuent de l'être.

La répression devient la seule règle morale des gouvernants successifs. Les bourreaux continuent à opérer sans frein. La répression s'abat sur qui les dénonce.

Citant des faits, apportant des preuves, dénonçant des méthodes barbares, La Vérité **est une des cibles principales de la répression gouvernementale. Le bilan que nous avons publié la semaine dernière se passe de commentaires. La brochure que nous allons éditer sera à la fois une preuve et un réquisitoire.**

Mais, tant que dure la guerre d'Algérie, elle draine avec elle toutes les méthodes qui ont présidé à son déclenchement.

La Vérité, **en la personne de son directeur-gérant, passe à nouveau en procès devant la 17e Chambre correctionnelle de la Seine, le 12 octobre 1957, à 13 h.**

C'est le premier procès contre les tortures, les internements, les camps de concentration. Inculpés pour injures et diffamation, nous avons offert de faire la preuve des faits que nous avancions. Nous avons fait citer des témoins, algériens et européens qui ont été soit des témoins, soit des victimes, soit des accusateurs des procédés de tortures. Le ministère public, devant nos offres de preuves, a offert la contre-preuve des faits que nous avancions. Les témoins vont parler, les victimes vont dire ce qu'elles ont subi. Le dossier du ministère public est sinistrement vide. Le nôtre est cruellement rempli. Il faut participer à ce procès.

C'est le procès des trotskistes, certes.

Mais c'est avant tout le procès de la vérité — et jamais notre journal n'aura mieux mérité son titre —, c'est le procès de la vérité contre le mensonge, ce mensonge et cette ignominie qui, depuis près de trois ans, règnent en France sur la presse et les Pouvoirs publics.

LA VERITE.

A PROPOS D'UNE ENQUETE SUR LA JEUNESSE

IL n'est pas étonnant que « L'Express », dont on sait qu'il a pour coutume de tout trancher — et vite — sur un ton qui rappelle « les Temps Modernes », pour ce qui est des fausses audaces intellectuelles et du contentement de soi, et le « Reader's Digest », pour ce qui est de « l'efficience » et de la « mise à la portée du lecteur », ait pensé qu'il suffisait d'**une** de ses doubles pages pour s'attaquer au problème de la jeunesse, et à travers son questionnaire, le résoudre avec la même aisance que son confrère « Elle » résoud l'insoluble problème de transformer en vaste « living-room » une chambrette de 9 m².

Aussi le dernier numéro de cet hebdomadaire comporte-t-il un questionnaire adressé à « tous les Français de 18 à 30 ans », questionnaire destiné à faire apparaître, selon ses auteurs, « ce qu'est en profondeur la nouvelle génération des Français, la nouvelle vague ». D'ailleurs, qui d'autre que « L'Express » qui, comme le remarque modestement sa rédaction « dispose d'une large audience parmi ceux qui composent cette nouvelle vague » eut pu entreprendre cette enquête ? Nous ne chicanerons pas « L'Express » sur l'ampleur de sa diffusion, mais on nous permettra de demeurer sceptiques quant à la représentativité des secteurs de la jeunesse touchés par cet hebdomadaire. A n'en juger que par sa publicité — et c'est là un assez sûr critère, car, par exemple, on ne dépenserait pas de fortes sommes pour faire connaître d'illustres fourreurs à des gens dont les revenus seraient de cinquante mille francs par mois — c'est plutôt à un public venu de la moyenne bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie aisée que « L'Express » est destiné.

L'important n'est pourtant pas là. Il est dans le questionnaire lui-même, dont on peut dire d'emblée qu'il passe à côté des véritables problèmes que suppose son objectif : « faire apparaître en profondeur ce qu'est la nouvelle génération ». Ou bien « en profondeur » ne veut rien dire du tout, ou bien cela signifie politiquement, socialement.

A la génération dont la vie consciente commence, pour prendre une date, avec les grandes grèves de 1947 et la guerre d'Indochine, à ceux pour qui les événements les plus marquants sont la menace permanente d'une guerre atomique, la guerre d'Algérie et la révolution hongroise, il y avait des questions précises à poser. « L'Express » délaye ces questions, son enquête compte vingt-quatre points, mais disposés et formulés de telle manière qu'ils ne signifient plus rien pour la grande masse des jeunes, qu'ils ne forment plus que des questions parmi d'autres... Un questionnaire est toujours par définition orienté, il suppose ou appelle certaines réponses. Le questionnaire de « L'Express » paraît essentiellement orienté vers la désorientation, appeler la confusion, tant par le mélange de questions d'ordre différent que par la façon dont elles sont rédigées, interdisant toute réponse claire, définitive, qui supposerait une délimitation politique.

Un certain nombre de questions sont tellement générales qu'on se demande quelles conclusions on pourra tirer des réponses qui y seront faites. Par exemple, si à la première « Qu'aimeriez-vous le plus savoir sur votre avenir ? », 30 % des jeunes répondent : « Savoir si je vivrai vieux », on ne pourra guère voir dans cette réponse que l'affirmation d'un goût de vivre.

D'autres questions sont déjà plus orientées, témoin la nº 5 : « A votre avis, quel est le meilleur métier que peut choisir à notre époque un garçon de vingt ans ? Pourquoi ? » Les rédacteurs de cette question se rendent-ils compte qu'elle n'a strictement aucun sens pour la grande majorité des jeunes en France (et dans n'importe quel pays capitaliste). Les jeunes peuvent, à la rigueur, rêver d'un métier (pilote d'avion supersonique, chirurgien, ou metteur en scène de cinéma selon leurs goûts), mais le véritable problème pour eux n'est pas de choisir un métier, le choix libre d'une profession n'existant pas dans les conditions sociales actuelles. Il n'est pas de changer un « mauvais » métier contre un « bon », mais de transformer leur vie même, les structures sociales dans lesquelles ils exercent ce métier qui, « bon » ou « mauvais », n'est d'abord que le moyen de leur exploitation. »

Les questions politiques elles aussi, passent à côté des problèmes les plus brûlants ou ne les abordent que timidement. La question 13 : « Qu'est-ce qui va bien en France, qu'est-ce qui va mal », les questions 15, 16 : « Croyez-vous que la société française se transformera dans l'avenir en société socialiste ? Le souhaitez-vous ? » — « S'il y avait en France un régime communiste, est-ce que votre situation personnelle s'en trouverait modifiée ? Si oui, dans quel sens ? » tournent autour de la question cruciale : « Vous vivez sous un certain régime, croyez-vous qu'il faille le renverser ? Par la violence, s'il le faut ? Quel type de régime préconisez-vous à sa place ? », mais on évite de la poser franchement et d'avoir à compter sans équivoque les partisans d'une solution socialiste.

De même l'on demande « Croyez-vous que vous verrez de votre vivant une nouvelle guerre mondiale ? » (La réponse peut simplement dénoter l'optimisme ou le pessimisme des jeunes interrogés) au lieu de demander : « Existe-t-il des forces qui mènent à une guerre mondiale ? Lesquelles ? Peuvent-elles être vaincues ? Comment ? »

Au sujet du plus dramatique des problèmes qu'affronte la jeunesse française, au sujet de cette guerre d'Algérie qu'elle subit depuis trois ans, une seule question, bien bénigne « A votre avis, est-ce que la guerre d'Algérie va encore durer longtemps ? Pourquoi ? » Alors que là, les vraies questions, celles qui eussent permis de savoir ce que la jeunesse française pense des problèmes les plus graves de son temps, se précipitent : « Pourquoi cette guerre ? Pourquoi a-t-on abandonné les jeunes qui luttaient contre elle ? Que faire maintenant pour l'arrêter ? »

Ces questions là, « L'Express » ne les posera certes pas, qui compte parmi ses héros un colonel Barberot qui s'est vanté de « mater » les rappelés, et qui a pour rédacteur en chef Servan-Schreiber, décoré pour faits de guerre et auteur d'un livre à succès.. « contre » cette même guerre.

En bref, les enseignements que l'on pourra tirer des réponses au trop subtil questionnaire de « L'Express » ne prouveront pas grand-chose. Sollicitées par cet hebdomadaire, elles pourront à la rigueur paraître aller dans son sens. Les questions sont ainsi posées que les jeunes ne pourront y répondre que par des généralités.

Mais ce ne sera pas là l'image de la jeunesse française, de cette jeunesse inquiète, dont beaucoup d'éléments sont en plein désarroi, déçus par tant de trahisons, mais qui demeure profondément révolutionnaire et combative comme en ont témoigné la participation des jeunes aux combats de Nantes et de Saint-Nazaire, ou la lutte héroïque des rappelés contre la guerre d'Algérie.

Cette jeunesse qui voit pourrir devant elle un régime qui ne lui apporte pour avenir que la misère et la mort, à qui personne n'offre de perspective, sera demain un facteur essentiel des rudes combats politiques et sociaux qui détermineront le destin de ce pays. Trouver les moyens positifs d'exprimer sa révolte, de dépasser le simple refus qu'elle oppose à la société actuelle, voilà les véritables problèmes qu'ont à affronter les éléments les plus conscients de la « nouvelle vague ». Donner une perspective qui puisse mobiliser de larges couches de la jeunesse, ouvrir la voie à la construction d'une organisation capable de cristalliser leur volonté de changement, voilà leurs tâches.

Ces problèmes, ce n'est qu'en collaborant avec le mouvement ouvrier, avec ses éléments révolutionnaires qu'ils pourront être résolus. Ce n'est qu'en luttant, aux côtés de toute la classe ouvrière, en faisant sien le programme de la révolution socialiste que la jeunesse française pourra forger un avenir qui vaille d'être vécu...

C'est dans les luttes de demain qu'apparaîtra le véritable visage de la jeunesse, que s'affirmeront ses aspirations profondes, et les questionnaires intéressés n'y changeront rien.

F. F.

Ah ! ces chiffres

LE groupe patronal de la métallurgie parisienne (filiale du C.N.P.F.) communique :

« De mai 1956 à juillet 1957, l'indice de salaire moyen toute catégorie a augmenté de près de 10 %.

« Pour la même période, si l'on se réfère à l'ensemble des indices, y compris ceux des syndicats ouvriers, il ressort de leur confrontation que l'augmentation du coût de la vie n'atteint pas, en estimation moyenne, 3 %. »

∴

M. Lunet, secrétaire de l'Union C.G.T. de la métallurgie de la Seine, écrit dans le journal « l'Humanité » du 3 octobre 1957, se référant sans doute au communiqué ci-dessus : « Hélas ! la vérité est tout autre, l'augmentation du coût de la vie depuis un an a été de plus de 10%, alors que l'augmentation des salaires obtenue par l'action revendicative ne représente que 5 % environ. »

∴

Par milliers et par dizaine de milliers de tracts, les sections syndicales C.G.T., souvent en commun avec C.F.T.C. et F.O., s'évertuent à démontrer que les demandes d'augmentation de salaires horaire de l'ordre de 30, 40 et même 50 francs sont justifiées en faisant état d'une augmentation du coût de la vie de 20 % **depuis le mois de juillet 1957**, c'est-à-dire depuis près de trois mois.

∴

Mais si nous reprenions les chiffres cités par M. Lunet, les travailleurs ne pourraient réclamer que 5 % d'augmentation, c'est-à-dire, grosso modo 9 francs pour le manœuvre, 16 francs pour le P 3.

Or, les travailleurs réclament 4 ou 5 fois plus, et encore, **le réclament-ils sous la forme d'une augmentation égale pour tous.**

Mais continuons...

Dans le même article, M. Lunet est amené à écrire : « Les métallurgistes savent aussi que leurs conditions de vie sont considérablement réduites par rapport à l'avant-guerre : les O.S. 2, par exemple, sont très loin des 345 frs de l'heure qui correspondraient à leur pouvoir d'achat de 1938. »

Ce chiffre de 345 francs est intéressant. Voici pourquoi.

Dans une entreprise de la métallurgie parisienne, un O.S. 2 sur presse réalise un salaire horaire de 266 frs avec un boni moyen de 40 %. Notons que ce salaire est plus élevé que dans la moyenne des entreprises de la région parisienne. Augmentons ce salaire de 5 % pour combler la hausse du coût de la vie ayant eu lieu depuis un an, compte tenu de l'augmentation des salaires obtenue durant cette période (à préciser que nous suivons là **uniquement** l'argumentation de M. Lunet) cela nous donne un salaire de 279 frs 30. Ce qui fait une différence horaire, avec le pouvoir d'achat de 1938 invoqué par M. Lunet, de 66 frs 70 par heure de travail.

Pourquoi cette différence ?

M. Lunet écrit, toujours dans le même article : « Heureux métallurgistes à qui les patrons font des cadeaux » et il ajoute : « Hélas ! la vérité est tout autre... »

Il est vrai.

Les patrons de la métallurgie ne font pas de cadeaux aux ouvriers de la métallurgie. **Mais M. Lunet, lui, fait des cadeaux aux patrons de la métallurgie.** Et ces cadeaux sont chiffrables, au minimum 66 frs 70 par heure de travail et pour chaque travailleur.

Notons que nous avons laissé de côté le S.M.I.G. revendiqué par la C.G.T. à 146 francs de l'heure. En partant de cette base de calcul, nous arriverions à des chiffres astronomiques.

Mais après cela, pourquoi s'étonner et s'indigner vertueusement des profits considérables réalisés par les entreprises de la métallurgie ?

Il y a là une malhonnêteté.

Proposons aux travailleurs la multiplication suivante : 66 francs multipliés par le nombre total d'ouvriers de la métallurgie française : le chiffre ainsi obtenu, multiplions-le par le nombre d'heures de travail effectué, en moyenne, par un ouvrier métallurgiste. Le résultat de ces deux multiplications successives donnera un nombre respectable de milliards. Il représentera le cadeau fait par les organisations syndicales au grand patronat de la métallurgie.

Ah ! ces chiffres, quand même !

F. T.

Loire-Atlantique

(Suite de la p. 1)

puis tel autre débraye. Aucune discussion n'est tolérée. Rompez et appliquez Pourtant, les ouvriers de la Bretagne sont contre les grèves tournantes, la preuve : « Les tourneurs en ont marre » — ils ne le cachent pas — « et cependant ils n'ont rien dit à l'Assemblée générale.

Il y a peut-être, dans ce « petit » événement, qu'aucun journal n'a relaté, une des images les plus nettes des relations entre les travailleurs et les « responsables », à qui on ne peut pas ne pas faire confiance en ce moment », comme ils l'exigent eux-mêmes. Du côté des travailleurs, il y a une hostilité évidente aux grèves tournantes, aux mots d'ordre diversifiés. Il y a, malgré tout, hésitation pour le moment à déborder l'appareil, bien que se développe un large climat de méfiance à son égard. Bagrain le ressent si durement, qu'il est obligé de prendre la parole en mettant dans la balance son passé de militant ouvrier, passé qui, quoique incontestable, comporte bien des ombres. Par exemple, celle-ci : lors des grèves de 1955, Bagrain participait à cette « police syndicale » dont parlent encore les ouvriers, et dont le travail consistait à remettre en place les pavés que les travailleurs arrachaient pour se défendre contre les C.R.S.

* * *

Mais il y a également autre chose. Dans les syndicats eux-mêmes, l'expression de la volonté ouvrière commence à se faire jour

A Donges (raffineries de pétrole), le 30 septembre 1957, les ouvriers ont adopté une résolution signée par les trois syndicats, C.G.T., C.F.T.C. et F.O., dans laquelle il est écrit :

« C'est parce que nous vivons dans une économie de guerre, et que, pour alimenter cette guerre, une partie importante du revenu national est engloutie dans des dépenses qui n'ont rien à voir avec l'amélioration de notre standard de vie »,

et qui précise la nécessité de la lutte d'ensemble, à la fois pour les revendications et pour en finir avec la guerre d'Algérie.

Le 26 septembre 1957, toutes les organisations de fonctionnaires C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N. du département envoient une lettre à leurs confédérations où l'on peut lire :

« Considérant que la bataille ne peut être victorieuse si nos forces agissent en ordre dispersé, « qu'ENSEMBLE nous pouvons faire céder le Gouvernement et obtenir les satisfactions recherchées... »

Chez Brissonneau (métallurgie), en Assemblée générale, la section syndicale C.G.T. adopte des résolutions dans lesquelles il est indiqué qu'il faut une revendication uniforme, la généralisation du mouvement, les 10.000 francs pour tous par mois, soit 60 francs de l'heure sur la base des 40 heures, la coordination du mouvement départemental avec les autres régions, Rejet, dans l'immédiat, de la grève perlée et tournante comme inapplicable dans le moment présent. Pour des manifestations de rue. Pour que les luttes soient dirigées et contrôlées par les travailleurs eux-mêmes dans des comités de grève élus et contrôlés. Pour l'Assemblée générale de tous les comités de grève du département, afin d'élire un comité central de grève à la place de l'actuel comité intersyndical.

Ainsi, les différents aspects du développement des luttes commencent à s'éclairer.

— Il y a une classe ouvrière méfiante combative, qui s'efforce de saisir entre ses mains ses destinées, par le moyen d'organismes de classe : les comités de grève, l'Assemblée des comités de grève.

— Il y a la volonté de lutte générale et la résistance des appareils à cette volonté.

— Mais il y a également la pression ouvrière sur les syndicats qui se reflète dans les résolutions que nous venons de citer, toute la complexité des relations entre la volonté ouvrière de s'émanciper du contrôle des appareils, et la pression exercée sur les syndicats, dans l'espoir d'en faire de nouveau des organisations qui appartiennent aux travailleurs, au lieu de s'opposer à leurs aspirations.

— Il y a des responsables qui « exigent » la confiance, et d'autres qui appellent à l'initiative des masses, à la démocratie, au contrôle des ouvriers sur leurs propres actions, au mouvement d'ensemble.

— Et il y a les syndicalistes révolutionnaires de différentes tendances, syndiqués à la C.G.T., à F.O., à la F.E.N., trotskystes, anarchistes, Ecole Emancipée, anciens adhérents du P.C.F., inorganisés politiquement, qui, dans le respect des responsabilités à eux confiées par leurs mandants, démontrent, depuis des années, que l'exercice de la démocratie ouvrière, la libre et fraternelle confrontation des points de vue et tendances, permettent d'exprimer les besoins profonds de la classe ouvrière.

Car la ligne du développement de la lutte de classe va dans le sens de la lutte d'ensemble, grève générale, manifestations, heurt généralisé des masses contre le régime de la bourgeoisie et son cortège de misère, de vie chère et de guerres coloniales. Dans cette ligne, nul doute que les « appareils » volent en éclats, parce qu'ils expriment, avec leurs grèves tournantes, leurs revendications hiérarchisées, acceptables pour le régime capitaliste, leur hostilité à la démocratie ouvrière et au contrôle des masses sur les luttes et les syndicats, des intérêts qui ne sont pas ceux de la classe ouvrière.

Pas de solution au parlement

(Suite de la page 1)

Après Guy Mollet, c'est René Pleven, dont chacun se souvient qu'il fut une des brillantes figures de la guerre d'Indochine, qui se charge de constituer le gouvernement. Il se peut qu'il y réussisse, car après tout, en attendant, il va bien falloir aboutir à l'investiture d'un gouvernement, quitte à se retrouver quinze jours plus tard dans la même situation. Il se pourrait aussi qu'il échoue, si la droite persiste dans son refus de se laisser lier les mains et de faire la moindre concession aux maigres exigences des socialistes.

Mais que devient, dans cette crise d'une gravité extrême, l'un des plus grands partis politiques de France : le Parti Communiste Français ? Comment intervient-il dans cette crise ?

Met-il en avant le Front Populaire ? Même pas, il s'est contenté de déclarer dans une lettre signée de Maurice Thorez et de Jacques Duclos et destinée à Guy Mollet : « Une majorité existe non seulement dans le pays mais aussi au Parlement en faveur d'une solution pacifique du problème algérien... Le Parti Communiste Français qui, depuis de longs mois, préconise une solution négociée du problème algérien considère qu'il est de son devoir de faciliter la formation d'un gouvernement résolu à s'inspirer de cette volonté de paix. » Ce qui, en clair, veut dire : « Nous sommes prêts à soutenir un « bon » gouvernement bourgeois. » Certes, nous n'en sommes pas encore à l'étape où l'on acceptera au Parlement les voix communistes pour assurer l'investiture d'un ministère de négociation, mais le P.C.F. n'est pas qu'un parti parlementaire. C'est au contraire son influence dans le **pays**, son poids dans la classe ouvrière qui en font un élément central de la politique française. Et, à l'égard de la classe ouvrière, la déclaration du Parti Communiste Français, est un moyen de démoralisation, de démobilisation. Loin d'en appeler aux masses pour qu'elles imposent leur volonté, les dirigeants communistes s'adressent aux dirigeants du P.S., des radicaux, du R.G.R. (le parti de M. Morice !), de l'U.S.D.R., etc..., pour leur proposer une fraternelle discussion !

Cette attitude permet de comprendre l'importance qu'il faut accorder à la journée nationale de lutte contre la guerre d'Algérie que le P.C.F. organise le 17 octobre. Il ne s'agit que de manifester l'existence du P.C.F., et de donner un os à ronger aux militants en même temps. Mais la véritable politique du P.C.F. n'est pas la lutte contre la guerre d'Algérie, elle demeure la collaboration totale avec les éléments bourgeois qui lui paraissent pouvoir favoriser la diplomatie soviétique.

F. FORGUE.

LA QUESTION NATIONALE

SUR l'immense champ d'expérience que la Russie a représenté dans le cours de trois révolutions, on peut trouver toutes les variantes de la lutte des nationalités. » (1) La Russie tsariste se présentait comme un « Etat de nationalités », c'est-à-dire un Etat où la domination d'une classe dominante s'accompagnait de la domination plus générale d'une nationalité dominante (les « Grands Russiens ») sur des nationalités opprimées (Ukraine, Russie blanche, Pologne, Finlande, pays baltes, nationalités du Caucase, de l'Asie centrale...).

Trotsky définit parfaitement ce que fut, dès avant la Révolution de 17, la politique de Lénine vis-à-vis de ce problème :

« Lénine avait calculé en temps opportun le caractère inévitable des mouvements nationaux centrifuges en Russie et, pendant des années, avait lutté obstinément, notamment contre Rosa Luxembourg, pour le fameux paragraphe 9 du vieux programme du Parti, formulant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire à se séparer complètement de l'Etat. Par là, le parti bolcheviste ne se chargeait nullement de faire une propagande séparatiste. Il s'obligeait seulement à résister avec intransigeance à toutes espèces d'oppression nationale et, dans ce nombre, à la rétention par la force de telle ou telle nationalité dans les limites d'un Etat commun. C'est seulement par cette voie que le prolétariat russe put graduellement conquérir la confiance des nationalités opprimées. »

LES NATIONALISTES ET LA REVOLUTION DE FEVRIER

Pour les nations opprimées, le renversement de la monarchie tsariste signifiait leur émancipation. Mais, très vite, le régime issu de la Révolution de février leur fit comprendre l'erreur de cette perspective. Au nom de **« l'unité de la révolution »** et des **« nécessités du temps de guerre »**, bourgeois libéraux et socialistes réformistes justifièrent le maintien de la Grande Russie unifiée, se contentant de proclamer **« l'égalité des droits des individus »**, l'égalité formelle de tous les éléments de la population, en faisant disparaître les mesures d'exception qui pouvaient exister contre certaines nationalités.

Et pourtant, les menchéviks avaient, comme les bolcheviks, inscrit dans leur programme le **« droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »**. Quand les sociaux-démocrates finnois, ayant conquis la majorité parlementaire à la Diète finlandaise (103 sièges sur 200) en juin 1917, arguèrent de ce droit pour proclamer la Diète souveraine, les sociaux-démocrates russes se chargèrent de leur faire comprendre le caractère théorique de ce principe en liquidant par la force le gouvernement social-démocrate d'Helsingfors (Helsinki d'aujourd'hui), et en plaçant des soldats russes aux portes du Parlement finlandais. Même chose en Ukraine en août.

∴

Mais la question se compliquait dans ces diverses nationalités d'une situation sociale particulière : la nationalité grand-russienne y avait essaimé et, en maint endroit, fournissait les cadres administratifs et les éléments sociaux dominants, parfois avec l'appoint d'éléments étrangers à la nationalité indigène préexistant à la domination grand-russienne. Ainsi :

« En Ukraine et en Russie blanche, écrit Trotsky, **le propriétaire terrien, le capitaliste, l'avocat, le journaliste sont grand-russien, polonais, juif, étranger : or la population des campagnes est entièrement ukrainienne et russe-blanche. »**

De même dans les provinces baltes, en Géorgie, en Asie centrale, etc...

« Séparés de la masse essentielle du peuple non seulement par le niveau d'existence et les mœurs mais par le langage, exactement comme les Anglais dans l'Inde (et les Français en Algérie, ajoutons-nous) ; **devant la défense de leurs domaines et de leurs revenus attachés à l'appareil bureaucratique ; liés inséparablement avec les classes dominantes de tout le pays, les propriétaires nobles, les industriels et les commerçants de la périphérie** (c'est-à-dire des pays non-russes soumis à la Grande Russie) **groupaient autour d'eux un cercle étroit de fonctionnaires, employés, maîtres d'école, médecins, avocats, journalistes, partiellement aussi d'ouvriers, tous Russes, transformant les villes en des foyers de russification et de colonisation. »**

Longtemps, les éléments libéraux et petits bourgeois de Grande-Russie purent considérer qu'il n'existait pas de **« problème national »** dans ces régions parce que la masse paysanne se taisait, n'ayant pas de moyen d'expression, seuls parlaient ces éléments de la ville, qui participaient de l'univers oppressif, peu ou prou. Quand le village **« commença à élever la voix avec une impatience croissante »**, alors **« le fonctionnaire, le marchand, l'avocat apprirent rapidement à camoufler leur lutte pour la conservation des hauteurs stratégiques de l'économie et de la culture sous une altière condamnation du « chauvinisme » réveillé. L'effort de la nation dominante pour maintenir le statu quo est fréquemment coloré d'un supra-nationalisme ».**

Ainsi, ajoute Trotsky, **« Macdonald** (qui fut premier ministre travailliste entre les deux guerres en Angleterre), **devant Gandhi, se sent internationaliste »** — et, pourrions-nous ajouter aujourd'hui, de même Robert Lacoste devant Messali Hadj.

LENINE ET LA QUESTION NATIONALE

Dans son article **« Du Droit des Nations à disposer d'elles-mêmes »**, publié en 1914, Lénine s'attache à justifier le paragraphe 9 mis en cause et en particulier à détruire les arguments de Rosa Luxembourg dans son article **« La question nationale et l'autonomie »** de 1908-1909.

Il vaut la peine de s'y arrêter : les arguments de Rosa sont repris fréquemment en 1957 par des socialistes (de bonne foi ou non, là n'est pas la question) à propos de l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — en particulier du peuple algérien.

Et d'abord l'argument selon lequel le développement des grandes puissances impérialistes rend illusoire pour les petits peuples **« le droit de disposer d'eux-mêmes »**. Ce droit, dit Lénine, a un sens précis, et un seul : le droit de libre disposition politique, le droit de former un Etat indépendant. Une autre question est celle de l'indépendance économique. Lénine fait justement remarquer que l'on peut difficilement parler de l'indépendance économique de la Russie de 1910 (on peut ajouter de la France de 1957) ; que, d'autre part, l'exemple du seul Etat asiatique à avoir sauvegardé son indépendance politique totale **à la fin du XIXe siècle**), le Japon témoigne en faveur

(1) Trotsky : « Histoire de la Révolution Russe ».

Numérisation CERMTRI

LE PROCÈS DE MILOVAN DJILAS

MILOVAN DJILAS, condamné à sept ans de prison pour son livre « La Nouvelle Classe » : la nouvelle ne peut laisser indifférent aucun militant révolutionnaire.

Nous n'avons pas lu « La Nouvelle Classe ». Nous savons, par les extraits et résumés qui en ont paru dans la presse, qu'il s'agit d'une violente critique du régime bureaucratique. Les trotskystes ne sont pas d'accord avec Djilas qui voit dans la caste bureaucratique russe une nouvelle classe et dans le système communiste tel que l'a défini Lénine, après Marx, une nouvelle forme, inévitable, de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ils se souviennent aussi que les théories de Djilas sur le « capitalisme d'état » servirent d'alibi idéologique à la Yougoslavie pour une politique internationale pro-occidentale et hostile aux révolutions coloniales pendant plusieurs années. Il est évident aussi que Djilas nourrit pour le moins de singulières illusions sur la démocratie bourgeoise parlementaire.

Cela dit, la condamnation de Djilas pour son livre, venant après l'interdiction de l'ouvrage lui-même et la première condamnation de l'ancien dirigeant du P.C.Y. pour l'article paru dans « New Leader » sur la Révolution hongroise, doit provoquer l'indignation de tout militant révolutionnaire. Djilas n'est pas plus social-démocrate que Bevan, avec qui Tito entretient des rapports si déférents. Ce n'est pas lui, non plus, qui est l'initiateur des contacts yougoslaves avec les partis de l'Internationale Socialiste. Et, de toute façon, il doit avoir le droit d'exprimer, dans le cadre de la démocratie ouvrière dont la Yougoslavie se voudrait un exemple, des opinions différentes de celles du Parti unique. Lénine, en des périodes pourtant beaucoup plus dangereuses pour l'Union Soviétique, s'est battu pour assurer aussi bien aux mencheviks qu'aux anarchistes la liberté d'expression.

En réalité, les tendances « social-démocrates » et « pro-occidentales » de Djilas ne sont que le prétexte dont se couvrent Tito et le P.C.Y. pour le faire condamner. Ce que les bureaucrates du P.C.Y. ne pardonnent pas à Djilas, ce sont ses déclarations sur la trahison par Tito des soi-disant principes de son communisme national à propos de la Révolution Hongroise. Les travailleurs yougoslaves ont très difficilement accepté le spectacle de Tito tendant la main à Kadar après avoir dédouané Geroe. Ils se scandalisent des conditions épouvantables qui ont présidé et président encore à l'internement des réfugiés hongrois. Ils veulent une véritable démocratie ouvrière, et les attaques de Djilas contre la bureaucratie rencontrent un écho certain.

Comment expliquer autrement la décision de juger Djilas à huis-clos ? Tito voudrait-il faire croire que Djilas allait galvaniser le peuple et l'enthousiasmer pour la restauration du capitalisme ? S'il existait en Yougoslavie une authentique démocratie ouvrière, les possibilités d'une véritable critique socialiste, que resterait-il des thèses de Djilas, sauf quelques naïvetés sur la démocratie bourgeoise ? La condamnation de Djilas est la preuve que les dirigeants yougoslaves ont peur des masses et qu'ils ont, pour cela, d'excellentes raisons

P.B.

D'UN OCTOBRE A L'AUTRE :

La Révolution Polonaise continue

OCTOBRE 1956 : dans la salle bondée de l'Université Polytechnique, des milliers d'étudiants de Varsovie acclament leurs dirigeants et la victoire de la Révolution. En leur nom, Lasota, rédacteur en chef de **Po Prostu**, est allé dire à Gomulka, le nouveau chef du Parti, la volonté des jeunes, ouvriers et étudiants, d'en finir pour toujours avec le stalinisme, de prendre la voie révolutionnaire. Ce sont les jeunes de **Po Prostu**, hebdomadaire des étudiants tirant à plus de 150.000 exemplaires, qui ont formé l'état-major de la révolution : autour de Staszewski, du Comité de Varsovie, à la tête de l'organisation des jeunes, étroitement unis aux jeunes travailleurs de l'usine Zeran, les **gozdziki** (du nom de leur secrétaire Gozdzik), ils ont organisé la résistance à l'ultimatum de Khrouchtchev, galvanisé, dans des dizaines de réunions et meetings, la volonté de la jeunesse révolutionnaire, monté la garde autour de la nouvelle direction Gomulka, celle de l'indépendance vis-à-vis de Moscou. Ce sont eux qui ont rallié à la cause révolutionnaire les officiers et soldats de la garnison de Varsovie, eux qui ont imposé la vérité à la radio. Depuis des mois, leur journal avait mené sans répit une lutte acharnée contre la bureaucratie et l'appareil de Moscou : en ces journées historiques, ils sont les vrais dirigeants de la jeunesse révolutionnaire, ils incarnent le « printemps en Octobre ».

Octobre 1957 : des milliers d'étudiants sont encerclés, dans la même salle. Dehors, à coups de matraques, à grand renfort de gaz lacrymogène, les miliciens assomment des étudiants, des milliers d'étudiants qui leur hurlent à la face : « Gestapo ». Dans les intervalles, les jeunes se regroupent et scandent en chœur, malgré les flics : « Po Prostu ! Po Prostu ! ». Car **Po Prostu** est interdit, et les étudiants que matraquent les flics de Gomulka protestent contre son interdiction. Gomulka lui-même a dénoncé les « négateurs », les « dénigreurs » de **Po Prostu**, annonce son intention de sanctionner les communistes du Comité de Rédaction. Contre les jeunes révolutionnaires, il fait ce que n'avaient pas pu faire les Nowak et les Ochab avant Octobre, les staliniens d'hier qu'il a sauvés et qui siègent au gouvernement tandis que les jeunes se font assommer dans la rue.

GOMULKA ET LE PROGRAMME D'OCTOBRE

EN Octobre 1956, c'est autour d'un programme révolutionnaire, exprimé aussi bien par **Po Prostu** et **Nowa Kultura** que dans les résolutions de centaines de meetings ouvriers et étudiants, que s'étaient mobilisés les jeunes qui avaient assuré la victoire des forces révolutionnaires.

« Nous voulons », s'écriait Gozdzik, le jeune secrétaire de Zeran, **« un socialisme au sein duquel on vivra plus librement, plus démocratiquement, plus humainement qu'aujourd'hui »**. Pour sa réalisation, les jeunes avaient exigé que la vie de l'Etat soit désormais étalée au grand jour, que la liberté de critique soit totale, que soient révisés les plans à la suite d'une libre discussion économique. Ils exigeaient la reconnaissance du droit de grève, l'indépendance des syndicats, la transformation du Parti de **« parti de type stalinien en parti de type léniniste »**. Les révolutionnaires polonais savaient parfaitement que seule l'action des masses pourrait imposer un tel programme. Dans **Po Prostu** du 28 octobre, Lasota écrivait : **« La force, l'élan de ce mouvement décideront du caractère que prendra la démocratisation — libérale et réformiste, ou révolutionnaire et socialiste. »**

Victime de Staline, champion de l'indépendance nationale aux yeux des masses polonaises, Gomulka incarna en Octobre la résistance à Moscou au cours des journées historiques qui virent la défaite de Khrouchtchev et de ses compagnons de voyage. Le soir du 21 octobre, parlant à la radio, c'est le programme même des masses qu'il prône : droit de grève, indépendance nationale, loi électorale permettant d'élire, élimination des staliniens des postes de commande. Le commentant, Lasota pouvait écrire que **« les exigences fondamentales... de la gauche révolutionnaire »** avaient été **« non seulement reprises mais hardiment concrétisées et même développées »** par Gomulka, à la suite d'un Plenum qui consacrait le **« rejet des méthodes libérales »** et **« l'adoption des méthodes démocratiques révolutionnaires »**, de **« démocratisation par le peuple lui-même et non pour le peuple »**. Toléré par Khrouchtchev comme un moindre mal, plébiscité par les masses sur le programme qui était le leur, incarnant lui-même un équilibre provisoire de forces, Gomulka, quelle qu'ait été à cette époque l'ambiguïté de ses positions, n'avait pas choisi — ou du moins n'avait pas publiquement choisi entre les masses et l'appareil.

GOMULKA DEFENSEUR DE L'APPAREIL

LES lecteurs de **La Vérité** se souviennent encore de l'appel lancé à la dernière minute, avant les élections, par lequel Gomulka réussit à persuader la majorité des électeurs de ne pas utiliser les possibilités de panachage que leur accordait la loi. Et, tandis que Gozdzik était battu, les bureaucrates, libéraux ou non, chevaux de retour du stalinisme, les Ochab et les Cyrankiewicz, passaient sous l'aile et avec la bénédiction de Gomulka. S'opposant, prudemment d'abord, puis ouvertement à la « démocratisation par le peuple », Gomulka défendit les tyranneaux locaux, les petits bureaucrates, puis se fit l'avocat des gros. En février, il maintenait au gouvernement le stalinien Nowak, y ramenait le sinistre Klosiewicz, chassé ignominieusement de la direction des syndicats par la Révolution, malgré les protestations des jeunes et notamment celle de Lasota au groupe parlementaire. Il réussissait à sauver les bonzes de l'organisation des jeunes en imposant la fusion avec l'organisation révolutionnaire créée en décembre à l'appel de **Po Prostu**. Les amis du gauleiter Rokossowski ne s'y trompèrent pas : lors du Plenum de Mai, les bureaucrates de haut vol, les Nowak et les Mazur faisaient bloc derrière lui. L'attaque des staliniens subalternes, les Mijal et les Ruminski, dont la presse bourgeoise française fit tant de gorges chaudes, servait à l'aiguillonner et à entretenir l'illusion qu'il pouvait être encore la bête noire de l'appareil.

C'est que, dans le même temps, Gomulka donnait des gages. Alors que **Po Prostu**, le 28 octobre, avait cru pouvoir parler de « la liquidation, du dépérissement de l'ancien modèle stalinien du Parti » et de la victoire « de la gauche communiste, du courant démocratique révolutionnaire », il fut bientôt clair que tous les coups de Gomulka étaient dirigés contre cette gauche. **Trybuna Ludu** épurée des éléments gauchistes, il s'en prit à Staszewski, un des artisans d'Octobre, l'éliminant de ses fonctions de Secrétaire du Parti à Varsovie. Bientôt, ce fut l'attaque massive contre ce qu'il appelait le **« révisionnisme »**, c'est-à-dire toutes les manifestations d'une pensée communiste indépendante, exprimant l'hostilité des masses à l'appareil et leur volonté de démocratie ouvrière. Kolakowski, qui dénonçait **« la dégénérescence du Parti... soudé à l'appareil d'Etat »** était accusé d' **« exprimer sa nostalgie du capitalisme »**. Woroszylski, le défenseur courageux des révolutionnaires hongrois, Roman Zimand, qui avait écrit que **« la lutte contre le stalinisme est l'affaire des ouvriers du monde entier »**, étaient ses autres cibles.

GOMULKA CONTRE LES MASSES

DERRIERE ces jeunes intellectuels, il y avait les masses. Là aussi Gomulka agit d'abord avec prudence. Quand le Plenum des syndicats de Décembre dépassa les limites fixées à la « démocratisation » en balayant spectaculairement les bonzes staliniens, Gomulka s'inclina en apparence, se contentant de coiffer la nouvelle direction par des hommes à lui. Quand, dans la Pologne entière, grandissait le mouvement des Conseils Ouvriers, la loi les cautionnant officiellement cherchait à les confiner dans des fonctions décoratives, et surtout à les empêcher de se dresser, en tant qu'organes du pouvoir ouvrier face à l'Etat bureaucratique. Si le Gomulka qui proclamait le 21 octobre 1956 : **« la classe ouvrière polonaise ne renoncera jamais à la grève »**, persuadait effectivement quelques semaines après ceux de Zeran et ceux de Poznan de reprendre le travail, c'est lui qui, en août 1957, regrettait la mansuétude dont la milice avait fait preuve envers les grévistes de Lodz...

La presse française compte toute une série d'avocats dévoués de la cause de Gomulka. Des **Temps Modernes**, où M. Péju vitupère les adversaires de l'appareil, à **L'Express**, où M. Carol conseille aux ouvriers polonais de travailler plus s'ils veulent vivre mieux, en passant par le sérieux **Monde**, qui, pour avoir voulu faire croire à ses électeurs, en mai, à la réconciliation entre Gomulka et la Gauche, en est réduit aujourd'hui à expliquer ce tournant par un « dépit amoureux », tous s'évertuent, au nom du réalisme, à justifier la politique de Gomulka. Selon eux, Gomulka a réussi à éviter à son peuple le sort tragique du peuple Hongrois, et cela justifie bien quelques entorses à la liberté d'expression : en un mot, son régime est un « moindre mal », où il fait « meilleur vivre » mais que les intellectuels qui veulent « trop critiquer » et les ouvriers qui veulent « travailler moins et gagner plus », mettent en danger par pure déraison.

Nous acceptons volontiers la discussion sur le plan du réalisme : elle nous conduit à des appréciations diamétralement opposées. Ce n'est point Khrouchtchev, mais le mouvement des masses qui a libéré Gomulka de sa prison. Ce ne sont ni Ochab, ni Cyrankiewicz, ni les « libéraux » de Moscou qui ont porté Gomulka au pouvoir, mais les masses. Que ce régime qui est, sans aucun doute, un « moindre mal » que celui de Kadar, et dans lequel il fait « meilleur vivre », ne résulte pas des bonnes intentions de Gomulka, mais de l'action des masses, est incontestable. C'est pourquoi un réaliste doit conclure que le présent comme l'avenir dépendent des masses. Tout ce qui tend à renforcer leur moral, accroître leur confiance, leur lucidité, leurs capacités, est révolutionnaire. Tout ce qui tend à freiner leur activité, diminuer leur confiance, obscurcir leur conscience, est réactionnaire.

Personne ne reproche à Gomulka de n'avoir pas entraîné la Pologne sous les obus russes en refusant toute concession, mais il a salué le bourreau Kadar et c'est un crime contre la classe ouvrière. Il pouvait se taire, mais aucune raison d'Etat ne l'obligeait à mentir. Il a sans doute raison d'affirmer que l'économie polonaise ne pourrait supporter d'augmentation de salaires, mais l'emploi de la milice armée, l'exclusion du Parti des militants grévistes sont des actes contre-révolutionnaires, alors que l'ouverture des livres de compte, l'instauration d'un véritable contrôle ouvrier seraient des mesures révolutionnaires — et d'autant plus convaincantes qu'elles mettraient en lumière les exorbitants privilèges de la bureaucratie et la nécessité de les abolir. Et lorsque aujourd'hui, l'agence PAP annonce triomphalement que les ouvriers de Varsovie s'indignent des manifestations étudiantes, alors même que ceux de Zeran se désolidarisent de la répression (1), c'est non seulement son prestige personnel que Gomulka met en cause, mais les conquêtes même d'Octobre.

Gomulka a définitivement tourné le dos à la Révolution Polonaise. Il s'est rangé du côté de l'appareil. Le bref communiqué de Zeran, le courage des étudiants, la fermeté de la rédaction de **Po Prostu** montrent en tout cas que, depuis l'Octobre de l'an passé, la volonté des jeunes de poursuivre la Révolution polonaise jusqu'à ce que Lasota appelait le terme de sa « troisième étape » n'a pas faibli. Gomulka a jeté le masque. La Révolution continue. Elle sera d'autant plus forte que l'expérience Gomulka lui aura clairement appris ce qui est aussi la grande leçon de la Révolution Hongroise : on ne réforme pas l'appareil, on le détruit.

Pierre BRABANT.

(1) Personne ne se trompe sur la véritable nature des milices dites « ouvrières » — Kadar aussi a organisé des « milices ouvrières ». Ce sont les hommes de main de l'appareil. Le communiqué de Zeran est clair, à cet égard...

Après le Congrès de Brighton

(Suite de la p. 1)

une politique socialiste. La classe ouvrière n'a aucune place dans ses calculs. La base avalera-t-elle cette couleuvre ? C'est l'opinion de beaucoup de gens, y compris le membre du Parlement Frank Allaun, que, d'ici le prochain Congrès, les adversaires de la bombe se seront assurés une majorité décisive. Même si ce n'est pas le cas, la résolution de Norwood, qui exige « la mobilisation du mouvement ouvrier international » contre les expériences atomiques, n'est rien moins qu'un rêve vain. Elle sera mise en application, dès que la connaissance des dangers que comportent ces expériences sera suffisamment répandue.

Le marchandage et l'intrigue ne manquèrent pas, lors du débat sur la bombe H. Quelque explication que l'on donne de la subite volte-face de la délégation du T.G.W.U. (le grand syndicat de manœuvres que dirige Frank Cousins), le seul fait que le vote fut renvoyé après le déjeuner indique que certains « arrangements » furent conclus derrière la scène. Néanmoins la masse des sections locales resta ferme, et si elles avaient été seules à participer au Congrès (1), aucun doute n'est possible sur ce qui aurait été la position politique et morale du Labour sur cette question.

LA DIRECTION DE LA GAUCHE

A un examen superficiel, il pourrait sembler que la défection de Bevan a laissé la gauche sans direction. Ce n'est pas entièrement vrai. Il y avait déjà une crise de direction auparavant; cette crise continue, comme le plus grand problème auquel les socialistes anglais doivent faire face. Bevan a soustrait à la gauche l'éclat d'une personnalité puissante et brillante qui, pendant des années, a rejeté ses collègues dans l'ombre. Dans le même temps, les écailles sont tombées des yeux de bien des militants parmi les plus actifs et les plus dévoués, qui comprennent maintenant qu'ils avaient tort de confondre la position individuelle d'un homme avec les intérêts du mouvement pris dans son ensemble.

Le « **Daily Express** » a publié un dessin représentant un Bevan impérieux, arrogant et plein d'élégance, s'adressant avec mépris à deux nains, Barbara Castle et Ian Mikardo, qui portent des pancartes : « Interdiction de la bombe ? » et « Plus de socialisme ! » et gesticulent sous ses pieds. — « Sales bevanites ! » leur crie-t-il.

Et pourtant, il est maintenant évident qu'il n'y a jamais eu qu'un seul bevanite ! Ceux qui suivaient Bevan, c'était des gens qui voulaient une orientation plus militante vers ce qu'ils considéraient comme étant le socialisme démocratique ; des gens qui voulaient de nouvelles nationalisations, qui voulaient une politique étrangère socialiste, plus d'énergie dans la lutte contre les conservateurs, la perspective de progrès sociaux réels à notre époque. Ces hommes et ces femmes sont l'ossature de centaines de sections locales du Labour Party. Pendant trop longtemps, la lutte pour porter Bevan au poste de trésorier du Parti eut pour effet d'obscurcir la discussion de questions plus importantes, et le début de la lutte sur une arène plus vaste et plus fructueuse. Une gauche qui n'est plus liée à l'ascension d'un seul homme, c'est une gauche qui peut entreprendre une véritable discussion, et qui peut lier son sort au mouvement des masses.

Déjà, croit-on, « **Tribune** » (l'hebdomadaire de la gauche), a décidé de dissiper la confusion parmi ses lecteurs sur ses réticences récentes à critiquer Bevan. Il est question de reconstituer le groupe parlementaire de « Tribune » aux Communes, de construire un mouvement actif et vigoureux d' « Amis de Tribune », et de tenir une série de meetings au cours desquels les tâches de la gauche travailliste pourraient être définies. Au travers de tels développements, et d'autres semblables, une direction devra se cristalliser, une direction qui ne s'identifiera pas nécessairement en totalité avec les parlementaires actuellement bien connus. Et les marxistes qui sont dans le Labour Party ont un très grand rôle à jouer. S'ils n'avaient pas prévu que Bevan annoncerait si tôt sa défection, ils ont continuellement analysé, dans ce sens précisément, les tares de la social-démocratie. Leur contribution à la discussion qui va se développer contribuera beaucoup à clarifier les problèmes dans l'esprit des simples militants.

(1) Rappelons qu'au Congrès du Labour la majorité des mandats est entre les mains des représentants des syndicats, et détenue en fait par quelques hommes qui ont l'appareil en mains (Note du traducteur).

KADAR VA-T-IL FAIRE JUGER DERY ET HAY ?

DANS les milieux généralement bien informés des affaires hongroises, le bruit a circulé avec insistance de la prochaine mise en jugement des quatre écrivains hongrois : **Tibor Déry, Gyula Hay, Zoltan Zelk et Tibor Tardos.** Déjà, de nombreuses protestations se sont élevées dans les milieux intellectuels français, car ces écrivains sont universellement connus.

Mais leur procès, comme leur arrestation, dépasse largement le cadre de la solidarité littéraire. Ils sont, au même titre que la condamnation à mort de Gali et Obersovzky, un test auquel se livre le Gouvernement Kadar. Personne, en effet, ne peut sérieusement accuser ces quatre intellectuels de tendances « horthystes », « réactionnaires » ou « fascistes ». Tous étaient membres du Parti Communiste depuis des années. Déry et Hay sont des vétérans de la Commune hongroise de 1919. Ils ont milité sous Horthy dans le Parti clandestin. Déry a connu la prison tandis que Hay devait se réfugier en U.R.S.S. Le poète Zelk a été Prix Staline. Tibor Tardos s'est battu pendant la guerre dans les rangs de la Résistance française.

Ce que Kadar leur reproche, c'est d'avoir, dans le Journal des Ecrivains, l'admirable **Irodalmi Ujsàg**, et au Cercle Petoefi, exprimé la volonté révolutionnaire de la jeunesse hongroise dont ils ont été les porte-paroles. C'est Déry qui, à Petoefi, a dénoncé l'état bureaucratique, « l'état de gendarmes et de bureaucrates ». C'est Hay qui, dans **Irodalmi Ujsàg**, a tracé le portrait vengeur du bureaucrate Kucsera, du parasite ennemi de la classe ouvrière et du socialisme. Porte-parole des révolutionnaires avant octobre, ces quatre écrivains sont restés solidaires des Combattants de la Liberté pendant et après la Révolution. Ils ont résisté à toutes les pressions et — sans doute, hélas — à toutes les tortures après leur arrestation. En eux, c'est la pensée révolutionnaire que les bureaucrates du Kremlin veulent frapper. En les défendant, les révolutionnaires, les démocrates de toutes tendances, défendront les milliers de Combattants de la Liberté hongrois, les milliers de révolutionnaires anonymes frappés tous les jours par la vengeance de l'appareil stalinien. Il y va de l'honneur du mouvement ouvrier français qu'on ne puisse y trouver personne qui ose, à haute voix et publiquement, approuver le procès secret et la condamnation à huis-clos de ces militants coupables d'avoir exprimé la volonté de la jeunesse hongroise.

François MANUEL.

DANS LA RÉVOLUTION RUSSE

de la possibilité qu'elle renferme seule de permettre un développement économique moderne.

L'autre argument est celui selon lequel, en soutenant le droit de libre disposition, les socialistes soutiennent en fait la bourgeoisie des nations opprimées et son nationalisme. Lénine répond :

« POUR AUTANT que la bourgeoisie de la nation opprimée lutte contre la nation qui opprime, POUR AUTANT, nous sommes toujours, en tout état de cause et plus résolument que tous les autres POUR, car nous sommes l'ennemi le plus hardi et le plus conséquent de l'oppression. Pour autant que la bourgeoisie de la nation opprimée est pour SON propre nationalisme bourgeois, nous sommes contre. Lutte contre les privilèges et les violences de la nation qui opprime; aucune tolérance pour la recherche de privilèges, de la part de la natoin opprimée. » Et :

« Dans TOUT nationalisme bourgeois d'une nation opprimée, il existe un contenu démocratique général CONTRE l'oppression; et c'est ce contenu que nous appuyons SANS RESTRICTION, tout en mettant à part rigoureusement la tendance à l'exclusivisme national, en luttant contre la tendance du bourgeois polonais à écraser le Juif, etc... »

Le dernier argument, enfin, est celui du « séparatisme ». Rosa concède qu'un socialiste ne peut pas ne pas lutter pour l'égalité des nations et contre toute violence à l'égard des nations, mais, dit-elle, la proclamation du droit de libre disposition conduit à la dislocation. Lénine répond :

« Accuser les partisans de la liberté pour les nations de disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire de se séparer, d'encourager le séparatisme, est aussi absurde et aussi hypocrite que d'accuser les partisans de la liberté du divorce d'encourager la destruction des liens de famille. De même que, dans la société bourgeoise, les défenseurs des privilèges et de la vénalité sur lesquels repose le mariage bourgeois s'élèvent contre la liberté du divorce, de même, nier dans un Etat capitaliste la liberté pour les nations de disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire de se séparer, c'est uniquement défendre les privilèges de la nation dominante et les méthodes policières de gouvernement au détriment des méthodes démocratiques. »

Et Lénine conclut :

« Dans tous les cas l'ouvrier salarié subira l'exploitation, et, pour lutter contre elle avec succès, il faut que le prolétariat soit affranchi de tout nationalisme; que les prolétaires soient, pour ainsi dire, entièrement neutres dans la lutte de la bourgeoisie des différentes nations pour la suprématie. Le moindre appui accordé par le prolétariat d'une nation quelconque aux privilèges de « sa » bourgeoisie nationale provoquera inévitablement la défiance du prolétariat de l'autre nation, affaiblira la solidarité internationale de classe des ouvriers, les désunira pour la plus grande joie de la bourgeoisie. Or, nier le droit de libre disposition ou de séparation signifie nécessairement, dans la pratique, soutenir les privilèges de la nation dominante. »

LA POLITIQUE DES BOLCHEVIKS AGENT DE L'UNITE REVOLUTIONNAIRE

Quand les Bolcheviks prirent le pouvoir, le grand Empire russe était en voie de complète désintégration. Brest-Litovsk, la guerre civile, les interventions étrangères semblèrent en 1918 achever ce processus : à la fin de 1918 le territoire gouverné par les soviets semble effectivement devoir se réduire à la Russie médiévale d'avant la conquête, la Russie des « Grands-Russiens ». Et, quatre ans après naît l'U.R.S.S. dont la cohésion, basée sur le libre consentement et non sur la force, fait l'étonnement du monde entier !

Le Congrès du Parti bolchevik de 1923, résumant le processus de ce phénomène, distingue trois étapes successives dans la politique des nationalités du parti et du gouvernement bolcheviks :

1. **« Briser les chaines de l'oppression nationale »**, ce qui fut fait par la Révolution d'octobre et permit à celle-ci de « gagner au prolétariat russe la confiance de ses frères des autres nations, non seulement en Russie mais en Europe et en Asie.

2. La période de la guerre civile, quand les besoins de l'auto-défense unirent ensemble les différents peuples de Russie contre leurs anciens exploiteurs et leurs alliés etrangers, dans une étroite alliance militaire.

3. Après la fin victorieuse de la guerre civile, la coopération prend le caractère d'une étroite union politique, économique et militaire des peuples de l'Union soviétique.

Sans doute, ces trois phases ne se déroulèrent-elles pas avec cette clarté, ni sur le même rythme selon les pays; ni non plus ne furent prévues de façon aussi nette par les dirigeants bolcheviks. Mais la fermeté de Lénine quant à l'affirmation et à l'application du principe du droit de libre disposition a seule pu permettre de réaliser finalement, par un renversement dialectique que Lénine avait effectivement prévu, la solidarité socialiste des peuples de l'Ancien Empire russe.

A ceux qui craignaient le morcellement de l'Etat russe, Lénine répondait, en novembre 1917 :

« Ils nous disent que la Russie sera partagée, se disloquera en républiques séparées, mais nous n'avons aucune raison de le craindre. Plusieurs républiques indépendantes naitront peut-être, cela ne nous effraie pas. Ce qui est le plus important pour nous, ce n'est pas où passent les frontières de l'Etat, mais c'est que l'union des travailleurs de toutes les nations soit préservée pour la lutte contre la bourgeoisie de ces nations. »

A propos de l'Ukraine, il écrit encore la même année :

« Nous sommes pour la plus intime union des travailleurs de tous les pays contre les capitalistes — à la fois « leurs » capitalistes et ceux des autres pays. Mais précisément pour que cette union puisse être volontaire, l'ouvrier russe qui n'a en aucune manière et à aucun moment confiance ni dans la bourgeoisie russe, ni dans la bourgeoisie ukrainienne, se prononce pour le droit de libre détermination des Ukrainiens, ne leur imposant pas son amitié par la force, mais cherchant à les gagner en les traitant comme des égaux, des alliés et des frères dans la lutte pour le socialisme. »

Et finalement, dans la guerre civile, on vit se retourner une situation : les éléments paysans — vrais représentants des nationalités opprimées — faisant (ou moins la partie la plus consciente d'entre eux) cause commune avec le gouvernement bolchevik contre les éléments bourgeois et petits bourgeois, grands-russiens ou étrangers, soudain devenus les champions d'une nationalisme exacerbé !

En définitive, l'approche scientifique de la question nationale a abouti — non à la dislocation de la Russie, mais à la Fédération volontaire des Républiques soviétiques. Quelle que soit l'évolution ultérieure et la monstrueuse défiguration que, là aussi, le régime stalinien a fait subir à l'U.R.S.S., Trotsky peut conclure : **« La politique nationale de Lénine entrera pour bourgeois dans le solide matériel de l'humanité. »**

L'INTERDICTION DE PO PROSTU

DES le printemps de cette année, le Secrétariat du Parti polonais avait créé des difficultés à Po Prostu, que la censure découpait systématiquement sous prétexte de « raison d'état ». Le Secrétariat du Parti avait, de même, demandé une réorganisation du Comité de Rédaction. Lasota, qui avait fait d'une insipide feuille de chou le grand journal révolutionnaire de la jeunesse, devait perdre son poste de rédacteur en chef.

Au début des vacances universitaires, les autorités ont invité Po Prostu à suspendre sa parution pendant deux mois. Ce délai devait être mis à profit, dans leur esprit, pour « réorganiser » la rédaction et « redresser » la ligne du journal.

A la veille de la parution du numéro de rentrée, Po Prostu devait être avisé qu'il se verrait désormais et de toute façon, refuser l'attribution de papier nécessaire à son tirage à 150.000 exemplaires. Chaque numéro devait, d'autre part, avoir été approuvé par les autorités du Parti.

La rédaction de Po Prostu tint bon. En son nom, dans le numéro de rentrée, Ryszard Kurowski écrivait que tout ce qu'il restait de la souveraineté, de la liberté d'expression, de la démocratisation pour lesquelles on s'était battu en octobre était la... « raison d'état », prétexte commode, précisément, pour écraser toute liberté. Le numéro fut interdit. Le journal a été définitivement interdit par le Comité Central sur l'initiative de Gomulka en personne.

Numérisation CERMTRI

LA MÉTALLURGIE ENTRE EN LUTTE

Bilan et Perspectives

AUSSI divers soient-ils, les mouvements de grève déclenchés le 3 octobre 1957 dans la métallurgie par les trois fédérations syndicales C.G.T., C.F.T.C. et F.O. ont été largement suivis.

C'est la première caractéristique de cette journée. Les travailleurs de la métallurgie ont répondu en masse aux appels à l'action qui leur étaient adressés, quels qu'ils soient. Et Dieu sait s'ils étaient variés. Débrayage d'une heure, de deux heures, de quatre heures, toute la journée, à différents moments et en tous endroits. Dieu sait aussi si les mots d'ordre revendicatifs variaient, autant que les formes d'action.

Mais, au travers de cette bigarrure, s'exprimait néanmoins la chose la plus importante du moment : la combativité ouvrière.

Cette combativité ouvrière, latente depuis plusieurs mois, mais réelle, ne cesse de préoccuper les gouvernants en place ou en passe de l'être. Il n'est pas une délibération ministérielle où l'on ne s'en inquiète. Le différend Gaillard-Gazier, de même que le retour à une politique de blocage des prix (en paroles) n'eurent pas d'autres origines que la crainte d'une offensive ouvrière, bien qu'il ne se passât rien, ou presque rien, alors.

Mais les gouvernants et les grands commis de l'Etat bourgeois ne sont pas les seuls à suivre et à craindre l'évolution ouvrière. Les responsables des partis dits ouvriers et les dirigeants des fédérations et confédérations syndicales suivent avec attention tout ce qui se passe dans la classe ouvrière, et tentent de prévoir ce qui pourrait s'y passer.

Ce n'est que dans cette optique que l'on peut juger de la journée du 3 octobre. Le succès des débrayages inquiète d'ailleurs. C'est sans doute ce qui fait écrire à Paul Parpais dans *Le Populaire de Paris* du 4 octobre 1957 :

« Nous savons bien que nous n'avons pas à faire appel à la bonne volonté du capitalisme. Peut-on au minimum espérer qu'il lui arrive d'avoir du bon sens ? »

« L'avertissement d'hier a été salutaire ».

Mais dangereux, devrait ajouter Paul Parpais, car la deuxième caractéristique de cette journée du 3 octobre est dans la manière dont les travailleurs ont répondu à l'appel à l'action qui leur était lancé.

Nous voudrions citer quelques chiffres :

Chez Renault-Billancourt, près de 25.000 travailleurs répondent au mot d'ordre de quatre heures de grève. C'est à peine à 2.000 qu'ils se retrouvent au meeting, puis au défilé. Encore faut-il ajouter que, parmi ces 2.000, il y a des travailleurs des autres usines de Boulogne; peu, il est vrai, comme à la SNECMA, par exemple, où 80 % des ouvriers débrayent (près de 1.600 travailleurs), mais à peine se retrouvent-ils à une centaine à la porte de l'usine pour partir en cortège.

Dans le secteur d'Ivry-Kremlin-Bicêtre, les ouvriers répondent à près de 90 % au mot d'ordre de grève. Cela fait près de 6.000 travailleurs en grève. Pourtant, le meeting de la salle des conférences à Ivry ne regroupera que 400 ouvriers dont 120 des usines Genève en grève totale depuis 15 jours (1). A une question posée à un travailleur de chez SKF sur les raisons de la maigre participation de son entreprise au meeting, il répondra : « Les gars m'ont dit : on n'va pas aller s'faire chier à écouter les ténors ».

Cette appréciation reflète bien la situation. Les travailleurs veulent se battre, une petite porte leur est ouverte, ils s'y engagent, mais ils bifurquent au moment où on leur indique le cabinet de débarras. Cette forme passive de protestation contre des méthodes d'action qui ne leur conviennent pas est grosse de conséquences. Les dirigeants syndicaux le comprenaient bien et en tiraient quelques conclusions en gauchissant outrageusement leur langage, en parlant de la grève générale, pour dire qu'il ne fallait pas la faire, en affirmant que cette journée du 3 octobre n'était qu'un premier pas après lequel d'autres viendraient. Mais quels autres ? Est-ce les grèves tournantes telles que les dirigeants syndicaux les proposent à Nantes et Saint-Nazaire ? Mais, là encore, les ouvriers répondent, à Nantes en particulier, en refusant de suivre des formes d'action qu'ils jugent impuissantes et stériles.

Si le 3 octobre était un premier pas, les autres doivent être plus importants, vers la lutte d'ensemble, vers la grève générale; voilà ce que pensent les travailleurs. Ils l'exprimèrent au meeting de la salle des conférences d'Ivry en approuvant chaleureusement la résolution suivante qui leur fut présentée par le camarade Renard de l'usine Genève, en grève :

« Les travailleurs métallurgistes d'Ivry et du Kremlin-Bicêtre, réunis le 3 octobre 1957, se félicitent de l'unité d'action réalisée par les organisations syndicales à l'occasion de cette journée;

Se félicitent des succès obtenus au cours de cette journée;

Demandent aux organisations syndicales de poursuivre l'unité d'action qu'elles ont réalisée pour cette journée en organisant, en commun, une conférence nationale de tous les métallurgistes de France, dans le but de décider sur quels mots d'ordre revendicatifs et par quels moyens d'action les métallurgistes engageront le combat pour triompher du C.N.P.F. et du Gouvernement, et satisfaire à leurs revendications » (2).

C'est en fait la question véritable qui est posée. Au front unique C.N.P.F.-Gouvernement à l'échelon national, les travailleurs doivent opposer leur front unique de combat à l'échelon national.

Les organisations syndicales, tout en pouvant aller très loin dans la voie de l'action pour mieux la détourner de ses buts véritables, se refusent à engager une telle action, se refusent à la préparer.

Il appartient aux travailleurs eux-mêmes de préparer le combat efficace. Les comités de lutte se formant dans les entreprises, leur liaison et leur jonction se faisant, aussi bien au niveau des localités que des corporations, la voie est alors ouverte pour le déclenchement de la lutte d'ensemble qui peut seule faire plier le patronat et le Gouvernement en leur arrachant les revendications substantielles dont veulent tous les travailleurs.

François TARRAND.

(1) Le lundi 7, les travailleurs décidaient de poursuivre la grève. Nous parlerons de ce mouvement la semaine prochaine.

(2) Primitivement, un délai d'un mois maximum était fixé pour l'organisation de cette conférence. Les staliniens ergotaient, affirmaient... que cela pourrait aller plus vite (!).

Que font les gars de chez Renault :

Des petites grèves dans la grande usine !

DEPUIS plusieurs années, en avril, quand le patron fait connaître son bilan, F.O. déclare la répartition des bénéfices insuffisante, et « passe à l'action ». Ce syndicat décide, un vendredi, de quitter le travail deux heures avant. Les autres syndicats, en général, emboitent le pas, les ouvriers s'en vont deux heures avant, en expliquant que cela ne sert à rien, mais qu'après tout, cela ne fait pas de mal, et puis deux heures...

La quinzaine dernière, le mécontentement grandissant partout, F.O. a renouvelé son opération de grand style. « Ça ne peut plus durer, il faut réajuster les salaires, cette fois c'est sérieux, il faut quitter le travail le vendredi 27 septembre, cinq heures avant l'heure ». La C.G.T. et la C.F.T.C., prises de vitesse, ont réagi en expliquant qu'elles étaient aussi pour l'action, mais qu'un débrayage de deux heures suffirait ce jour-là pour un avertissement. Le matin de la grève, F.O. distribue un tract : « Pour ne pas briser l'action, disent-ils, nous nous inclinons devant les deux heures, mais que les militants voulant montrer leur attachement à F.O. débrayent cinq heures ». Vendredi, à 16 heures, l'usine s'arrête. Le « grand » meeting convoqué par C.G.T.-C.F.T.C. regroupe 5 à 600 ouvriers. Le lundi, l'avertissement solennel étant donné, chacun reprit sa place en attendant la suite. Beaucoup expliquent que, de cette façon, « cela s'emmanche mal ».

Cette suite vient le mardi de la part de C.G.T.-C.F.T.C. qui sont unies pour l'occasion : faisons de la journée du 3 octobre un superbe avertissement, l'action allant en se développant, débrayons quatre heures. F.O. explique à ses militants : « Faites comme vous voudrez ».

Dans les ateliers, ces grèves d'avertissement soulèvent le tollé. « Tant qu'ils sont, ils se moquent de nous ». « Ils veulent nous faire faire des grèves tournantes sans le dire, car ils savent que cela ne marcherait pas ». « Il y en a assez, nous ne débrayerons pas ». « Ma parole, ils sont tous en cheville ». Telles sont les réflexions maintes fois entendues. Le jeudi 3 arrive, les gars discutent, personne ne sent cette action opportune, mais quoi faire ? Les syndicats ont des appareils, des tracts, des téléphones. Ils sont loin de regrouper la majorité de l'usine, que ce soit par le nombre de cotisants ou par le nombre de ceux qui approuvent leur façon d'agir; même les adhérents des différents syndicats ne sont pas d'accord, mais, grâce à leur arsenal, les syndicats, eux, décident : Nous savons ce que l'on doit faire, disent les gars, mais nous ne pouvons pas l'exprimer. Alors, à choisir entre travailler pour le patron et la grève, nous débrayons. Voilà dans quelle ambiance la majorité de l'usine a débrayé jeudi. Il faut noter que ce débrayage a probablement regroupé moins de monde que le vendredi 27 septembre.

Jeudi, à 15 heures, il y a eu le classique meeting à Barbusse qui regroupa, pour tout Boulogne, à peine 2.000 ouvriers (la majorité des usines était pourtant en grève). Meeting terne — orateurs applaudis du bout des doigts — le rabâchage habituel — le mouvement se développe — la grande unité — l'avertissement solennel — la formidable journée encore jamais égalée — les patrons peuvent payer — ce mouvement leur donnera à réfléchir, etc... Signalons quand même le ton gouchiste du secrétaire C.F.T.C. qui, voulant faire surenchère sur la C.G.T., s'est fait applaudir en condamnant le et les gouvernements qui ne permettent pas aux travailleurs de vivre dignement et qui ne font rien pour appliquer la justice sociale. Il a fait également ressortir que la guerre d'Algérie coûtait deux milliards par jour, mais sa conclusion, comme celle de tous les autres, a été de se féliciter de cette journée « magnifique ».

Ensuite eut lieu un défilé « pacifique » du Square à la Mairie (les modalités du défilé avaient été réglées entre les syndicats et la police, cette dernière avait donné l'assurance de sa non-intervention si tout se passait comme convenu). Dépôt d'une résolution à la Mairie. M. le Maire transmettra le message. « Dispersez-vous dans le calme ». Ainsi finit la journée « d'action ».

..CE QU'EN PENSENT LES OUVRIERS DE CHEZ RENAULT ? La meilleure façon de répondre à cette question, c'est de publier, en conclusion, la résolution votée et signée par divers ateliers, parfois à l'unanimité.

Correspondant Renault.

PROJET DE RESOLUTION

LES OUVRIERS DU .... décident de suivre le mot d'ordre de grève de deux heures des Centrales syndicales, à condition que cette grève limitée soit **LE DERNIER AVERTISSEMENT A LA DIRECTION.**

Au cas où la Direction ne donnerait pas satisfaction dans les deux jours qui suivent, ils proposent :

1° Que les ouvriers, dans tous les ateliers discutent ensemble, sans discrimination d'opinion politique ou syndicale, les revendications et les possibilités d'action;

2° Que de larges délégations représentant tous les ateliers se réunissent en Assemblée générale de l'usine, le mardi 1er octobre, à 18 h. 30, dans l'enceinte du Comité d'Entreprise pour coordonner et appliquer les décisions prises par les ateliers.

LES OUVRIERS DE ....

proposent dès maintenant :

1° Les revendications présentées, doivent tendre à réduire la hiérarchie des salaires. Il faut envisager le moyen de réduire l'écart entre les différentes catégories professionnelles.

Pour le moment : **augmentation UNIFORME de 40 francs de l'heure pour tous.**

2° Réduction des heures de travail : **45 heures sans diminution de salaire.**

3° Si l'on décide de se mettre en grève, exiger le paiement des heures perdues à la Direction.

4° Pour être efficace, l'action doit refléter l'opinion et la participation de TOUS LES OUVRIERS. Donc : **élection de comités de grève par ateliers.**

5° En cas de grève, se mobiliser TOUS sur les lieux du travail.

6° L'action doit dépasser les limites de l'Usine Renault. Les revendications que nous proposons peuvent être celles de tous les travailleurs. En cas de grève, l'Assemblée générale de l'usine doit lancer un appel à tous les ouvriers de France pour la cessation immédiate du travail dans toutes les entreprises.

Le 27 septembre 1957.

Suivent sur les originaux, les signatures de différents endroits de l'usine et parfois d'ateliers à l'unanimité.

CHEZ S. W. A PUTEAUX

LA C.G.T., se réservant la liberté d'intervenir contre des mouvements toujours possibles, a amorcé chez nous sa campagne d'agitation en éditant et en distribuant elle-même (et pour cause) un appel qu'elle présentait comme étant celui d'un atelier (les pompes). Il n'y était question que de cahiers (plusieurs) de revendications (n'importe lesquelles), mais pas de la revendication capable d'unifier tous les travailleurs : l'augmentation égale pour tous de 10.000 francs par mois, et des moyens d'action capables de la faire triompher : la grève générale.

Malgré toutes ces précautions et toutes ces manœuvres savantes, la C.G.T., aux ordres de Frachon, laisse voir la trouille qu'elle a des ouvriers. Ces mêmes jours, le patron licencia le secrétaire du comité d'entreprise, alors on mélangea tout : les délégués C.G.T. au comité d'entreprise s'abstinrent sur le licenciement au lieu de voter contre, mais votèrent un blâme à leur camarade, apportant ainsi leur caution au patron; les travailleurs furent appelés à protester en dételant une demi-heure plus tôt, pour se rendre (pourquoi pas) à la locale, entendre un jus sur l'augmentation des salaires; en fait un petit groupe a débrayé sans bruit à deux heures (les femmes que ce délégué avait défendues). Là-dessus arrive le jeudi 3.

A l'entrée, la C.G.T. diffuse un tract de la section où, par décision commune avec la section F.O., on abandonne l'idée d'un débrayage pour « utiliser dans l'esprit de la déclaration d'intention du patron toutes les ressources de négociation pour des accords, conventions, etc... d'établissement. »

Il faut être ouvrier et avoir confiance dans l'avenir révolutionnaire de sa classe pour ne pas s'émouvoir outre mesure de cette trahison qui n'a d'égale que la hargne des patrons à défendre leurs privilèges, aussi, chez nous, nous nous tournerons résolument vers ces jeunes qui, entièrement étrangers à tout ce sale travail, ont décidé de débrayer quand même : nous, on s'en fout, il y a eu un ordre de grève, nous, on débraye. Ainsi chez S.W. la bataille ne manquera pas de combattants, surtout que nombreux sont ceux qui, conscients de l'ampleur du problème sont prêts à franchir le mur du dégoût, pour aller, comme ils disent, à quelques centaines de mille prendre leur sort dans leurs mains.

Correspondant.

Où va la Fonction Publique ?

LES travailleurs de la Fonction publique, comme ceux du Secteur public (E.D.F., P.T.T., S.N.C.F., etc., etc.), sont doublement menacés et sont, dans leur ensemble, décidés à l'action. On a démontré, dans ces colonnes, que leurs dirigeants syndicaux, s'ils étaient acquis à une action plutôt platonique — pour justifier leur existence, autant que pour l'assurer — n'étaient pas du tout décidés à une action large, c'est-à-dire efficace et payante. C'est pourquoi, après avoir réduit la plateforme revendicative à son extrême minimum (les 220.000 francs, soit 2.000 francs de mieux, mensuels, au point 100 !) ils ont sciemment camouflé à leurs mandants les deux grands dangers qui les menacent tous également.

Le premier est constitué par les manœuvres et la propagande habiles qui tendent à ouvrir et à montrer un tiroir-caisse vidé par les exactions de la bourgeoisie capitaliste (guerre d'Algérie, dilapidations politico-économiques, déséquilibre économique, etc.). Le danger d'une fausse évidence de l'impuissance de la Trésorerie sera exagéré, et comme justifié, par les exhortations à la modestie revendicative de tous les dirigeants des grandes organisations syndicales. Ceux-ci, en effet, ne veulent absolument pas « déborder » ce « régime » que leur substance grise défaillante a toujours plus ou moins assimilé à « la Démocratie » avec un grand « D » !

L'autre danger, celui-là complètement passé sous silence, et pour cause, c'est une espèce de marchandage où, en échange de quelques sous, la Fonction publique et le Secteur para-public accepteraient de voir mettre en cause leurs statuts actuels pour une espèce de statut général commun « harmonisé » ! Ce n'est pas que les statuts actuels — issus du rapport de force existant en 1946-1948 — soient très démocratiques et progressifs, il s'en faut, hélas, de beaucoup ! Mais le nouveau truc prévu par « le plan social » ou, plus exactement, par l'arrière-pensée des Gazier-Minjoz et tutti-quanti sur ce plan serait la construction d'un « double secteur » de personnels. L'un comprendrait tous les personnels d'exécution, qui seraient régis par un grand patron unique, « Ministre du Travail », sur les bases d'une espèce de statut ou convention à conclure, ou plus exactement « octroyé ». Naturellement, les garanties actuelles (droit de grève, etc.), seraient caduques. L'autre partie des personnels (ou personnels de direction et d'autorité) aurait des échelles peut-être plus considérables, mais des droits encore beaucoup plus réduits. Plus encore, rien ne dit qu'ils ne tomberaient pas sous la coupe d'un... autre ministère (« l'Intérieur », peut-être ?) Tout un chacun peut apprécier l'énorme contribution qu'apporterait un pareil genre de statut, un tel aspect de « l'harmonisation », au renforcement de l'autorité de l'Etat capitaliste sur tous les travailleurs des secteurs publics et para-publics. Chacun peut comprendre quel apport les néo-socialistes auraient ainsi fourni à la fascisation de l'appareil d'Etat. Tout cela en échange de quelques francs dévalués et en manière d' « harmonisation », alors que, sous l'étiquette d' « harmonisation », les travailleurs de la Fonction publique voient, entretenus dans la confusion par leurs syndicats, tout autre chose.

Grèves de 24 heures ou de 48 heures, rien de cela n'arrachera définitivement des dents de la bourgeoisie les refus et les mauvais coups dont elle machonne les formules, si tous les travailleurs du Secteur public, unis, ne transforment pas radicalement le rapport des forces en leur faveur. Préparer, par la constitution de comités démocratiques d'unité d'action, l'établissement de positions revendicatives claires : les 10.000 francs mensuels pour tous, titularisation des auxiliaires, suppression des abattements de zone; harmonisation de tous les avantages, mais respect des droits et des statuts, voilà les bases de réplique dans l'action qui associeront tous les travailleurs. Démocratiquement constitués et décidés à organiser l'action jusqu'au succès sur des gouvernements et une bourgeoisie débiles, de tels comités, fédérés entre eux, seront les gages de la victoire.

R. ARTAUD.

LES CHEMINOTS PEUVENT ATTENDRE...

UNE fois de plus (c'est au moins la 3e fois depuis la grève de 48 heures des 17 et 18 août derniers), la grève n'a pas eu lieu. Cette fois, pourtant, on aurait pu croire que les dirigeants étaient vraiment décidés. Beaucoup de cheminots s'y sont laissés prendre et, tout en doutant de l'efficacité d'une grève de 48 heures, s'apprêtaient malgré tout à manifester leur volonté de combattre.

Et non : même une petite grève de 48 heures, « soupape de sûreté », ils n'en ont pas voulu. C'est qu'aujourd'hui la situation est plutôt explosive : une grève de cheminots (même de 48 heures seulement), ce sont des travailleurs en grève dans toute la France... au même moment où les organisations syndicales des métallos s'efforcent elles aussi de « canaliser » la volonté de lutte.

Le 3 octobre, jour où les métallos avaient leur journée revendicative, la Commission des statuts s'est réunie, conformément à l'accord qui a été signé le 30 novembre. Au fait, quel est le contenu exact de cet accord ? Quel est le texte définitif du protocole de conciliation ? Les organisations syndicales devaient se revoir le 1er octobre pour décider si, oui ou non, elles lanceront le mot d'ordre de grève.

La grève n'a pas eu lieu : bon, on l'a vu ! Un « accord » avait été signé la veille. Mais c'est tout : silence dans les journaux, même à « l'Huma ». Les cheminots n'ont-ils pas le droit de connaître, et tout de suite, ce que les « dirigeants » ont signé en leur nom ? C'est donc si difficile à avouer !

A la réunion du 3 octobre, il a été discuté des retraites, conformément à l'accord de juillet dernier. L'ordre du jour « n'a pas été épuisé ». La prochaine réunion aura lieu le 11 octobre.

Si vous n'êtes pas pressés, camarades cheminots, soyez sans crainte : s'il ne tient qu'aux dirigeants syndicaux, vous pouvez attendre !

Correspondant Cheminot.

DE NOTRE CORRESPONDANT CHEZ BRÉGUET

DEPUIS l'annonce de la journée nationale d'action lancée par les syndicats dans la région parisienne, les travailleurs de chez Bréguet attendaient un mot d'ordre quelconque.

Le jeudi matin 3 octobre arriva, sans que l'on sache officiellement quoi que ce soit sur la forme de notre action et la nature de nos revendications, malgré la parution, la veille, du journal d'entreprise de la section syndicale C.G.T.

Les délégués proposèrent, verbalement, la convocation d'une assemblée générale pour le jeudi matin 9 heures.

Le bruit avait couru que la C.G.T. et la C.F.T.C. s'étaient mises d'accord.

L'assemblée rassembla la totalité des ouvriers, une partie des mensuels et de la maîtrise.

Le délégué C.G.T. prit le premier la parole, proposant une prime de 10.000 fr. et 50 fr. de l'heure pour tous dans l'avenir.

Le délégué C.F.T.C. dit son accord sur la prime de 10.000 fr. mais se prononça pour une prime de 5.000 francs.

Il s'en expliqua, disant : « Certains demanderaient la lune par démagogie et pour satisfaire au mécontentement des ouvriers. D'autres demanderont 100 ou 50 fr. pour obtenir 50 ou 25 fr. Nous, nous demandons 5.000 fr. avec un minimum de 10 %, dans le souci de rester dans le domaine des réalités, avec la perspective d'une satisfaction possible. »

Suit un long exposé sur la hausse des prix, les impôts, le gouffre algérien. Son discours ne fut pas interrompu par respect de la liberté de parole.

Une résolution des fraiseurs fut présentée. Elle reprenait les 50 fr. de l'heure pour tous, demandait aux syndicats de propager cette revendication comme plateforme unitaire, que tout soit entrepris pour discuter et trouver les moyens d'action pour la faire aboutir.

Un manœuvre demanda qu'une augmentation de 10 fr. de l'heure soit accordée aux basses catégories pour diminuer l'écart existant avec les professionnels.

Un ouvrier fit remarquer la justesse de cette proposition. « Seule une augmentation égale pour tous va dans ce sens. Les 50 fr. sont une étape vers le retour au pouvoir d'achat de 1938 ».

L'atelier d'outillage présenta une résolution appuyant les 50 fr. pour tous, demandant l'élection d'un comité d'action dans lequel chaque équipe serait représentée. Ce comité d'action aurait pour tâche de déterminer les moyens d'action et de lancer un appel aux métallos du XIVe.

L'assemblée vota.

Le délégué C.F.T.C. fut mis en minorité. La proposition de l'outillage fut adoptée ainsi que la proposition d'aller en délégation à la direction porter le cahier de revendications.

Le comité d'action fut formé et composé de 25 ouvriers. Il demanda une audience pour l'après-midi au directeur général de la rue d'Eylau.

Le comité d'action se réunit l'après-midi pour discuter de la composition de la délégation.

A 15 heures, se tint une nouvelle assemblée générale. Une délégation de 16 membres fut proposée. Mais les ouvriers se retrouvèrent à 20 devant les bureaux de la rue d'Eylau.

Là, M. Menel, chambellan de M. Boutin, directeur général, informa dans le hall que son patron était absent depuis le début de l'après-midi. Les ouvriers furent loin d'être enchantés.

La parole de M. Menel fut mise en doute. Celui-ci le prit de haut. Quelques altercations éclatèrent.

Durant le retour, le délégué C.F.T.C. affirma qu'il refuserait désormais de participer à des délégations de ce genre où des éléments « agitateurs et impolis » empêchaient, par leur arrogance, toute négociation.

La C.F.T.C. ne sait-elle pas que les ouvriers veulent être reçus pour savoir comment se déroule ce genre de conciliation d'où il ne sort jamais rien ?

Malgré notre retour avant l'heure de sortie, le compte rendu de la délégation se ferait le lendemain matin à 9 heures.

Cette convocation avait été fixée durant le temps de la délégation. Les ouvriers avaient débrayé de 15 heures à 16 heures.

Le lendemain, une discussion eut lieu entre les camarades syndiqués. Il fut reproché à certains leur indiscipline, le fait qu'ils avaient soulevé le problème d'un mot d'ordre commun, d'un appel aux travailleurs du XIVe, d'un mouvement d'ensemble. Ceci aurait créé un doute sur les possibilités de réussir dans le cadre d'une seule entreprise comme Bréguet par exemple.

Après un rappel sur la démocratie, le droit de s'exprimer publiquement ainsi que le droit des travailleurs à déterminer leurs mots d'ordre, les « indisciplinés » firent également remarquer que ces méthodes étaient plus faites pour sauvegarder l'unité entre la C.G.T. et la C.F.T.C. que pour maintenir la cohésion des travailleurs.

L'assemblée générale prévue pour 9 h., le 4 octobre, n'eut pas lieu.

CORRESPONDANT.

Bulletin d'abonnement

Nom : ....

Adresse : ....

....

....

souscris un abonnement de un an, six mois, trois mois (rayer les mentions inutiles) *à « La Vérité ».*

Verser le montant de l'abonnement au C. C. P. S. P. E. L. 6032-01 Paris.

Les Presses Ouvrières
7, rue Victor-Hugo, Montreuil

Travail effectué par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : P. Lambert.